



REVOLUTION COMMUNISTE

Groupe marxiste internationaliste [Collectif révolution permanente en France]

À bas le budget 2019 !
Rupture des négociations contre
les retraites et les chômeurs !



- La classe ouvrière doit profiter de l'affaiblissement de Macron p. 2
- Les projets de budget de l'État et de la Sécu p. 7
- Mobilisation des enseignants et des parents à l'école Jacques Decour p. 8
- Défense des migrants à Limoges et à Reims p. 9
- Québec : la grève des grutiers p. 10
- Palestine : la nouvelle constitution d'Israël p. 11
- Brésil : de juin 2013 à juin 2018 p. 13
- Mai 68 : la grève générale p. 16
- Le programme des communistes pour la France p. 24
- Bicentenaire de la naissance de Karl Marx p. 25
- Chine : liberté pour Shen Mengyu ! p. 28

La classe ouvrière doit profiter de l'affaiblissement de Macron & Philippe pour les empêcher de porter d'autres coups

Premières failles dans la Macronie

S'il y avait eu la grève générale contre les ordonnances démantelant le Code du travail, la sélection à l'université, la loi contre la SNCF, Macron aurait vite perdu de sa superbe. Il n'en a rien été, si bien que tout semblait sourire jusqu'à l'été au président et au gouvernement LREM-MoDem : conjoncture économique favorable, partis rivaux à terre, affaiblissement de l'autorité de Merkel, complicité des directions syndicales acceptant de négocier toutes les attaques contre les salariés et sabotant la résistance des travailleurs à coup de « journées d'action », de grèves intermittentes et de « marées citoyennes », démoralisation consécutive de la classe ouvrière et de la jeunesse en formation...

Cependant, en juillet, la presse révèle que le responsable de la sécurité de Macron, qui avait un bureau à l'Élysée et les clés de sa maison familiale du Touquet, a brutalisé pour son plaisir personnel des manifestants le 1^{er} mai. En août, son ministre de l'Écologie, Hulot, démissionne après avoir avalé bien des couleuvres et, en septembre, le ministre de l'Intérieur, Collomb, annonce sa préférence pour le poste de maire de Lyon.

L'affaire Benalla n'est pas devenue « une affaire d'État » (Faure, premier secrétaire du PS, 24 juillet) ; elle n'a pas ouvert une « crise politique » (Mélenchon,

chef suprême de LFI, 6 septembre) et encore moins une « très grave crise institutionnelle et politique » (Laurent, secrétaire national du PCF, 25 juillet). En effet, jusqu'à présent, Macron n'a pas déçu la grande bourgeoisie française. Bien que son parti LREM soit beaucoup plus fragile que LR, il fait le travail aussi bien, sinon mieux, que Fillon l'aurait fait.

Derrière Macron, le capital

Les observateurs internationaux voient dans la confrontation avec les employés de la SNCF qui jouissent de conditions de travail généreuses un test significatif pour mesurer la capacité du président Emmanuel Macron à réformer la France. (Laurence Boone, chef économiste de l'OCDE, *Financial Times*, 6 avril)

Le plus jeune président de la V^e République a poursuivi le transfert du capital au travail de la charge du financement de l'État et de la Sécurité sociale, il a augmenté la flexibilité de l'emploi et du salaire, il a instauré officiellement la sélection à l'université qui faisait rêver la classe dominante et les partis bourgeois depuis 1967, il vient de disperser un bastion des luttes sociales avec la fin du statut des cheminots, la généralisation de la concurrence dans le transport ferroviaire et l'éclatement du collectif de travail de la SNCF.

Si les véritables relations entre hauts fonctionnaires, ministres et grands patrons se déroulent loin des médias et du parlement, « l'université d'été » du Medef a livré un indice de l'état d'esprit des capitalistes français envers Macron et Philippe.

L'université d'été du Medef mardi 28 août était une ruche de patrons venue faire leur miel du discours du Premier ministre et de ses annonces en faveur de la formation. Édouard Philippe a été applaudi, mais le patron des patrons Geoffroy Roux de Bézieux a fait la fine bouche : « Nous préférons les preuves d'amour aux déclarations d'amour ». En revanche, dans les couloirs, les chefs d'entreprise ne boudent pas leur plaisir d'avoir un exécutif résolument pro-business. Et chacun de saluer les réformes de ces quinze derniers mois. (France-info, 29 août)

Jusqu'à présent, la classe ouvrière française n'a pas été en mesure de s'engouffrer dans les brèches ouvertes l'été dernier au sommet de l'État bourgeois pour envisager de le renverser au profit d'un gouvernement ouvrier. Elle reste désorientée par le rétablissement du capitalisme en Russie et par la trahison du PS et du PCF au pouvoir en 1981 et en 1997. Elle a payé la crise capitaliste mondiale de 2008-2009. Elle a subi recul sur recul, dont le dernier en date est la défaite douloureuse

RÉVOLUTION COMMUNISTE

bimestriel du Groupe marxiste internationaliste
section française du Collectif révolution permanente
Imprimé par le GMI. Directeur de publication : Étienne Valy

ISSN : 2273-8762



Abonnement : 12 euros pour 5 numéros
Soutien ou abonnement : chèque à l'ordre de ARTP
Pour contact ou abonnement : écrire à

ARTP

AGECA service BP
177 rue de Charonne
F-75011 PARIS

Site du CoReP en allemand, anglais, espagnol,
français, turc, etc. : revolucionpermanente.com

Site du GKK / Autriche : klassenkampf.net

Site du GMI / France : groupemarxiste.info

Le dessin du crieur est de Honoré, assassiné le 7 janvier 2015
ainsi que Cabu, Charb, Tignous et Wolinski par les islamistes

des travailleurs de la SNCF au printemps. La conjoncture est donc différente de mai 1968, quand les travailleurs ont profité de la crise politique que la révolte de la jeunesse avait ouverte en déclenchant la grève générale, en dépit de leurs directions syndicales et politiques.

Le ralentissement de l'économie

Comme le capital n'a pas été massivement détruit lors de la crise capitaliste mondiale de 2008-2009, comme la reprise économique mondiale repose essentiellement sur l'augmentation du taux d'exploitation, elle est restée limitée. Elle semble ralentir.

La croissance mondiale devrait atteindre 3,9 % en 2018 et en 2019 mais l'expansion devient moins égale, et les risques entourant les perspectives augmentent. Le rythme de l'expansion semble avoir culminé dans certains grands pays et la croissance est devenue moins synchronisée. (FMI, *Perspectives de l'économie mondiale*, 13 juillet)

La politique monétaire « keynésienne » prolongée (taux directeurs réduits, prêts à guichets ouverts, rachats de dette publique et privée...) n'a joué qu'un rôle mineur dans la croissance récente. En effet, dans le capitalisme, elle dépend essentiellement de l'investissement des entreprises qui est guidé par les perspectives de profit. Or, celles-ci restent globalement modérées. Par conséquent, le crédit facile des banques centrales nourrit la spéculation, en particulier sur les actions des bourses américaines. La dette privée et publique atteint des sommets. Pour conserver ou attirer les activités financières, les États leur ont laissé la bride sur le cou. Bref, tout est en place pour une nouvelle crise financière.

De plus, les mesures protectionnistes, en particulier de l'État américain, nuisent aux échanges internationaux de biens.

Le commerce continuera à croître, mais à un rythme plus modéré que ce qui était prévu antérieurement. La nouvelle prévision pour 2018 est inférieure à l'estimation de 4,4 % annoncée par l'OMC le 12 avril. L'OMC table sur une croissance de 3,9 % du volume du commerce des marchandises en 2018, qui ralentira à 3,7 % en 2019. (OMC, *Communiqué de presse*, 27 septembre)

La remontée des taux d'intérêt directeurs de la banque centrale étasunienne, la Réserve fédérale, attire les capitaux oisifs aux États-Unis. Plusieurs pays d'Amérique du Sud sombrent dans la dépression et l'économie turque est en situation critique.

Après l'embellie de 2017, on voit la croissance se stabiliser... Surtout, les risques dont on ne faisait que parler sont en train de se matérialiser. C'est particulièrement vrai des échanges commerciaux. D'autres risques concernent la politique, le niveau de la dette

mondiale ou la vulnérabilité de pays émergents. (Laurence Boone, chef économiste de l'OCDE, *Le Monde*, 21 septembre)

L'économie mondiale a maintenu un rythme régulier au premier semestre 2018, mais cette dynamique devrait se ralentir... En outre, la croissance du commerce mondial s'est ralentie et les incertitudes entourant les futures relations commerciales se sont accrues. (Banque centrale européenne, *Bulletin*, 27 septembre)

L'INSEE révisé à la baisse sa prévision de croissance du PIB pour l'année 2018 à 1,7 % contre 2,2 % en 2017 (*Note de conjoncture*, juin). L'inflation repart : l'indice des prix a augmenté de 2,5 % en un an (*Informations rapides*, 28 septembre). Une conséquence de la mollesse de la croissance est un coup de frein aux embauches.

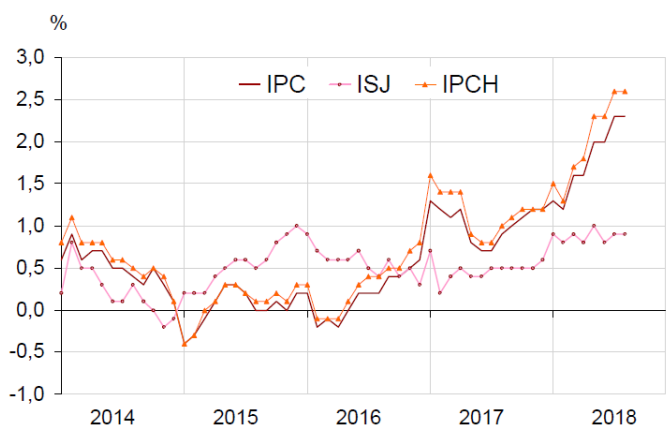
Au deuxième trimestre 2018, les créations nettes d'emploi salarié atteignent +12 500 après +47 500 au trimestre précédent. L'emploi salarié recule de nouveau dans la fonction publique (-11 800), et ralentit dans le privé (+24 500). (INSEE, *Informations rapides*, 11 septembre)

La paupérisation en marche

La forme démocratique du pouvoir de la bourgeoisie oblige les candidats des partis bourgeois à passer par des élections. D'où leurs contorsions pour faire croire que leur défense du grand capital bénéficiera à terme à toute la population.

Ce que nous avons à faire, c'est de refonder un État-providence contemporain qui réponde aux risques nouveaux, aux instabilités de la société, mais qui garantisse à chacun ses droits, sa place, son émancipation, sa dignité. (Emmanuel Macron, *Discours sur le plan pauvreté*, 13 septembre)

Glissements annuels de l'indice des prix à la consommation (IPC), de l'inflation sous-jacente (ISJ)⁽¹⁾ et de l'indice des prix à la consommation harmonisés⁽²⁾



Le capitalisme concentre à un pôle de la société la richesse, le prestige et le pouvoir, à l'autre la précarité, l'humiliation et la pauvreté.

Le budget de ce plan, estimé à 2 milliards d'euros par an et dont une partie correspond à des redéploiements budgétaires, doit être mis en regard de la réduction fiscale de 7 milliards pour les plus riches opérée en 2018. (Didier Gélot, économiste à la Fondation Copernic, *Le Monde*, 19 septembre)

Même si tous les États des pays les plus riches ont des systèmes de protection sociale, ils sont par nature incapables de supprimer la racine des inégalités : l'exploitation de la majorité par la minorité, l'expulsion d'une partie de la population de l'emploi. Quand Hollande et le PS quittent la scène, ils laissent presque 9 millions de personnes qui vivent avec 1 000 euros mensuels ou moins.

En 2016, 8,8 millions de personnes vivent au-dessous du seuil de pauvreté monétaire qui s'élève à 1 026 euros par mois (14,0 % de la population). (INSEE Première, 11 septembre)

Le but, évidemment dissimulé, des Macron, Trump et compagnie est d'augmenter le taux de profit, ce qui se traduit souvent par le renforcement des inégalités.

Les politiques développées sous Emmanuel Macron depuis 2017, en particulier les réformes de l'impôt sur la fortune et celles de la taxation du capital, ont initié une baisse du taux effectif de taxation des 1 % les plus riches. (Laboratoire sur les inégalités mondiales, *Note thématique*, 25 septembre)

Et Macron a bien l'intention de poursuivre dans cette voie.

La vidéo mise en ligne par l'Élysée, où Emmanuel Macron parle à ses collaborateurs du « pognon de dingue » dépensé en vain par les pouvoirs publics en aides sociales, est l'un des objets médiatiques les plus étranges de ces dernières années... Il y a du Trump dans cette méthode de communication. Car sur le fond, la réflexion présidentielle rejoint les préjugés les plus éculés de la bonne bourgeoisie, mis en forme sur le plan théorique par les économistes libéraux. Les aides sociales ne sont que de l'assistanat à effet pervers garanti : elles installent les pauvres dans la dépendance de l'État, les incitent à la paresse et à l'oisiveté. Alors que ces aides, dans l'immense majorité des cas vont à des gens qui ne demandent qu'à travailler mais en sont empêchés par l'état du marché de l'emploi. (Libération, 13 juin)

Même le « plan pauvreté » qui comprend quelques concessions est sur l'axe de l'incitation de tous les travailleurs, y compris ceux qui ont des problèmes de garde

d'enfants, ceux qui ont des problèmes de santé, ceux qui n'ont pas de voiture, etc. à accepter tout poste, même déqualifié, à temps partiel, à durée limitée ou éloigné.

Le « revenu universel d'activité », promis pour 2020, assorti de conditions (ne pas refuser deux offres d'emploi dites « raisonnables »), risque de précariser davantage les jeunes adultes non qualifiés en les obligeant à accepter des offres d'emploi dégradées, alors que ces populations sont déjà cantonnées aux emplois les plus précaires. (Didier Gélot, *Le Monde*, 19 septembre)

Quelques jours après la présentation du plan pauvreté, le président s'est exprimé plus crument face à un jeune qualifié (un horticulteur) au chômage.

Si vous êtes prêt et motivé, dans l'hôtellerie, le café, la restauration, dans le bâtiment, il n'y a pas un endroit où je vais, où ils ne me disent pas qu'ils cherchent des gens. Honnêtement, hôtel, café, restaurant, je traverse la rue, je vous en trouve. (Emmanuel Macron, 18 septembre)

Tout en s'affirmant « progressiste » pour préparer les élections européennes de mai 2019 et les municipales du printemps 2020, sa pratique réelle n'est pas si éloignée de celles de Sarkozy ou des gouvernements actuels de Hongrie ou d'Italie : fermeture des frontières, destruction de camps de migrants, persécution des militants qui les aident, etc. En juin, le gouvernement Macron-Philippe-Collomb refuse comme le gouvernement italien, d'accueillir *L'Aquarius*, le seul bateau civil qui secoure les migrants en Méditerranée. Il récidive en septembre, refusant qu'un pays de plus de 67 millions d'habitants accueille quelques dizaines de pauvres parmi les pauvres, rescapés du naufrage. Cette politique aboutit non à la fin de l'immigration, mais à la mort de 1 700 personnes depuis le début de l'année en Méditerranée et à la création en Europe d'un prolétariat sans droits surexploité.



Attaques en préparation

Macron veut désindexer en 2019 les pensions et nombre d'allocations de l'indice des prix ; autrement dit, ceux qui les touchent vont perdre en pouvoir d'achat. Il veut supprimer 1 800 postes à l'Éducation nationale. Il prépare de nouvelles attaques contre les chômeurs et le droit à la retraite, contre les fonctionnaires.

Le ralentissement de la croissance économique et l'intensification des rivalités internationales poussent plus que jamais l'État à disloquer ce qui reste des anciennes conquêtes sociales et à tailler encore dans les dépenses publiques qui profitent aux travailleurs, tout en poursuivant les coûteuses interventions militaires à

l'étranger et en renforçant sans fin l'appareil répressif déjà pléthorique.

Quatre priorités... Protéger physiquement les Français : les moyens alloués aux armées, à la justice et à l'intérieur seront grandement renforcés. (Gouvernement français, Présentation du projet de budget, 24 septembre)

Le social-impérialisme dévoie

L'Union européenne dirigée par les États allemand et français pousse à une telle orientation mais n'en est pas la source. Des trois grandes centrales, la CFDT est la plus en faveur de l'Europe capitaliste, FO est la plus anti-UE. L'appareil de FO est si imprégné de chauvinisme (et infiltré par LR et le RN) qu'il refuse de défendre les travailleurs étrangers. Celui de la CGT le fait partiellement tout en y mêlant des considérants nationalistes.

Ce sont des travailleurs et des travailleuses de France avant tout ! Des pans entiers de l'économie française ne fonctionneraient pas sans eux. (Philippe Martinez, Le Monde, 27 septembre)

Les partis ouvriers traditionnels sont affaiblis (pour la France : le PS et le PCF). Afin de les supplanter, certains de leurs dirigeants ou d'organisations qui se réclamaient de la révolution dans les années 1960 et 1970 montent de nouveaux partis dont les liens avec la classe ouvrière sont bien plus faibles (ex : LFI, NPA, Générations, POID...). Ils prétendent tous que le capitalisme n'est pas en cause. Seule la politique économique du gouvernement serait défailante. Elle aboutirait à une mauvaise répartition des richesses et un excès de la finance qui nuisent à l'investissement et à l'emploi. Selon eux, ce n'est pas la bourgeoisie française qui dicte cette orientation. Les vieux partis ouvriers bourgeois (PS, PCF) et les nouveaux (LFI, Générations) cherchent d'autres coupables : soit la pure illusion des gouvernants victimes du « dogme libéral », soit l'influence pernicieuse de l'étranger (l'Union européenne, l'Allemagne...), soit les deux à la fois comme le chef suprême de la France insoumise (LFI).

Faire passer des trains privés et des trains publics est absurde. Ça n'a de sens que dans la tête malade de gens illuminés par l'idéologie libérale. (Jean-Luc Mélenchon, BFMTV, 22 mars)

Voici qu'émerge l'idée inepte de partager la dissuasion nucléaire française avec l'Allemagne... Cette option est tout à fait contraire à la doctrine française de la dissuasion. (Jean-Luc Mélenchon, Le Monde, 24 septembre)

Les Britanniques ont voté pour reprendre le contrôle de leur propre existence que l'UE leur interdit. Ils ne se sont pas trompés. (Jean-Luc Mélenchon, Discours au congrès du Parti travailliste, 24 septembre)

Qu'a gagné la classe ouvrière britannique au Non au référendum décidé par le Parti conservateur ? Rien, et ceux d'origine étrangère y ont plutôt perdu.

Brexit, Trump, Salvini, Le Pen

La parenté est évidente entre le « populisme de gauche » (Syriza grecque, LFI française, Podemos espagnol, PSUV vénézuélien, Aufstehen allemand...) et le « populisme de droite » (l'aile Trump du Parti républicain, FN-RN, AfD allemand, SD suédois, PVV néerlandais...).

Nous souhaitons remplacer l'Union européenne par... l'Union des Nations Européennes... dégagées de la tutelle des oligarchies financières. Une nouvelle organisation de l'Europe... mise à mal, notamment, par les traités de libre-échange et l'ultra-libéralisme pillard. (Marine Le Pen, Libero, 2 juillet)

Les démagogues anti-oligarchie et anti-UE, quand ils accèdent au gouvernement de leur pays, défendent le capital national et leur État bourgeois, comme le prouvent le passé de Mélenchon (qui fut ministre de Jospin de 2000 à 2002), la conduite du gouvernement de la Slovaquie de 2006 à 2010 (alliance du SMER issu du stalinisme et du parti fascisant SNS), la politique de l'actuel gouvernement de la Grèce (alliance des staliniens détroqués de Syriza et du parti fascisant ANEL), celle du gouvernement d'Italie (alliance entre le parti « populiste » M5S et le parti fascisant Lega), celle du gouvernement de l'Autriche (la coalition du parti chrétien-démocrate ÖVP et du parti fascisant FPÖ)...

Les partis d'origine ouvrière et les appareils syndicaux ne s'en prennent plus au capitalisme ni à leur propre bourgeoisie. Le chômage de masse, la précarité, la paupérisation de larges couches des salariés et des travailleurs indépendants, la détérioration des services publics engendrent un rejet des sommets de la société. Cette révolte est, faute de perspective prolétarienne révolutionnaire et internationaliste, captée en partie par les partis xénophobes et fascistes qui en rendent responsables les étrangers, en particulier les plus pauvres et les plus vulnérables.

Le détournement social-chauvin du mécontentement populaire afin de protéger la classe dominante, les trahisons des partis ouvriers traditionnels quand ils accèdent au pouvoir (PS, PCF), la cogestion des grandes entreprises par les bureaucrates syndicaux (CGT, CFDT, FO, SUD...), leur négociation des attaques par les gouvernements successifs, leur sabotage des luttes avec l'aide des partis « réformistes », leur défense commune de « la nation » et de « la République », les votes des uns et des autres pour Chirac ou Macron aggravent la crise idéologique et politique du mouvement ouvrier. Tout cela divise la classe ouvrière, facilite la désignation de boucs émissaires (UE, migrants, bénéficiaires d'aides sociales...) par les partis bourgeois, qu'ils soient post-gaullistes (LR, DIF, UPR...), fascistes (FN-RN, LP...) ou fascistes (GI, AF...).

Pendant tout un temps, la montée de la réaction s'est manifestée par des succès électoraux des partis à droite de l'échiquier de la démocratie bourgeoise : FN, UKIP, etc. Plus inquiétant encore pour la classe ouvrière, les groupes fascistes se montrent capables, pour la première fois depuis les années 1920-1930, de prendre la tête de manifestations de rue de petits-bourgeois et de déclassés de se livrer à des pogroms en Grèce, en Italie, en Allemagne...

Cesser d'aider Macron

Le gouvernement Macron-Philippe prépare de nouvelles offensives contre les fonctionnaires, la santé publique, les retraites, les chômeurs... en comptant sur la capitulation des chefs syndicaux.

Le Haut-Commissaire à la réforme des retraites Jean-Paul Delevoye et son équipe consultent depuis mi-avril les partenaires sociaux sous forme de réunions bilatérales... Les partenaires sociaux ont reçu ce mardi soir leur convocation pour la première multilatérale sur la réforme des retraites. Ce sera le mercredi 10 octobre. (Le Figaro, 12 septembre)

Les partenaires sociaux savent désormais ce que le gouvernement attend d'eux pour réformer l'assurance-chômage : entre 5 et 5,9 milliards d'euros d'économies supplémentaires en trois ans et un nouveau paramétrage du régime, destiné à favoriser les embauches pérennes. Cette feuille de route, quasi définitive, a été dévoilée, vendredi 21 septembre. (Le Monde, 23 septembre)

Pour que Macron cesse de se pavaner et ne puisse mener les prochaines attaques que les responsables syndicaux cessent de discuter de celles-ci, à commencer par le plan Macron-Philippe-Pénicaud contre les chômeurs ! Il faut le leur imposer dans les réunions syndicales, les assemblées générales, les congrès syndicaux. Pour cela, il faut s'organiser.

Les travailleuses et les travailleurs ne peuvent pas compter sur LO, le NPA, LFI, le PCF, Générations ou le PS pour exiger des syndicats qu'ils rompent avec Macron. Tous ces partis ont couvert la négociation par les bureaucraties syndicales du plan contre les cheminots et leur refus d'appeler à la grève générale. Il faut organiser dans tous les syndicats une fraction pour une CGT unifiée, lutte de classe et démocratique. Il faut construire un nouveau parti ouvrier qui soit révolutionnaire, internationaliste et démocratique.

Pour LFI, le PS, Générations, le PCF, les travailleurs doivent mettre tous leurs espoirs dans les urnes et se plier patiemment au calendrier politique de la V^e République : « *Mettre un bulletin France insoumise, c'est une manière de leur dire : Dégagez ! Allez au diable !* » (Mélenchon, *Discours*, 26 août). Mélenchon, après avoir été sénateur et ministre du PS, avait proclamé en 2008 le Parti de gauche contre toute alliance avec le PS. Cela n'empêchait pas le PdG de constituer le Front de gauche avec le groupuscule bourgeois R&S et de le proposer à des partis bourgeois comme le MRC ou EELV. Maintenant, il prétend unifier toute l'opposition à Macron, PS inclus, jusqu'à inviter des députés LR à son université d'été.

Jean-Luc Mélenchon rassembleur.

Le député LFI a fait sa rentrée politique jeudi avec un entretien à la Provence dans lequel il prédit que « Macron va se trouver face à une digue d'une longueur à laquelle il ne s'attend pas ». Comprendre : LFI est prête à faire front avec toutes les oppositions – Rassemblement national excepté – au gouvernement. (Libération, 25 août)

S'unir à EELV, au MRC, au PRG, à LR, c'est soumettre la classe ouvrière à la petite bourgeoisie et à la bourgeoisie, c'est aider Macron. Faire des « propositions » au gouvernement LREM-MoDem et accepter de discuter ses plans, c'est trahir les salariés, c'est aider Macron.

La classe ouvrière doit affirmer son indépendance pour pouvoir défendre

ses intérêts les plus élémentaires, infliger une défaite à Macron et ouvrir une perspective à tous les exploités et opprimés : l'abrogation de toutes les lois réactionnaires, un emploi pour tous, des organes élus par les travailleurs pour qu'ils puissent contrôler leur mouvement, l'autodéfense des luttes, un gouvernement des travailleurs émanant des comités élus... Le premier pas est de se battre, dans les syndicats et les assemblées générales, pour :

À bas les projets de budget de l'État et de la Sécu !

Boycott par les syndicats de la « feuille de route » contre les chômeurs ! Boycott syndical des réunions contre les retraites ! Départ du Conseil d'orientation des retraites ! Boycott des réunions contre les fonctionnaires ! Départ du conseil d'administration de la SNCF !

Front unique de toutes les organisations ouvrières (partis et syndicats) contre les projets de Macron !

29 septembre 2018



Projets de budget 2019 de l'État et de la Sécu

Le 24 septembre, le gouvernement a présenté en Conseil des ministres le projet de loi de finances de l'État et de loi de financement de la sécurité sociale pour 2019. Le budget présente un concentré de la politique du gouvernement, celui-ci ne déroge pas à la tradition.

De nouveaux cadeaux au patronat

Il s'agit, prétend le gouvernement, de « *stimuler l'activité des entreprises et l'investissement* » (Édouard Philippe, *Le Journal du dimanche*, 25 août). C'est bien autour d'un cadeau de 18,8 milliards d'euros fait au capital, sans condition ni contrôle, qu'est construit le budget de 2019. La fable de six milliards d'euros versés aux ménages a en revanche fait long feu.

Le budget de l'État pour 2019 se fonde sur une hypothèse de croissance économique de 1,7 %, contre auparavant 1,9 %. Comme si les cinq milliards de cadeaux fiscaux liés à la suppression de l'ISF et à l'instauration d'un taux unique à 30 % sur les revenus du capital n'avaient pas eu l'effet annoncé sur la production. En réalité, seuls les simples d'esprit croyant à la fumeuse « théorie du ruissellement » peuvent imaginer que rendre les riches encore plus riches allait améliorer la situation du pays.

Le déficit public est prévu à 2,8 % du PIB (au lieu de 2,3 % précédemment), la principale cause étant les cadeaux au patronat, notamment le CICE, sans lequel le déficit serait environ deux fois moindre (d'après *Alternatives économiques*, octobre). Lors de ses trois premières années d'activité, le CICE a consisté à verser 46 milliards d'euros pour une création d'emplois estimée entre 145 000 et 339 000, en incluant des emplois indirects qui auraient pu être créés par d'autres moyens (selon l'OFCE), ce qui correspond à un coût par emploi entre 136 000 et 317 000 euros.

Des attaques supplémentaires contre les retraités et les pauvres

Cela passe par une offensive contre la sécurité sociale avec une accusation à la paresse pour celles et ceux qui perçoivent des prestations sociales. Le gouvernement prétend ainsi « *privilégier... la rémunération de l'activité et... rompre avec l'augmentation indifférenciée des allocations...* ». Lorsque dans le même temps, il évoque « *le retour à l'activité* » et la décision que les pensions, mais aussi l'APL et les allocations familiales, « *progresseront de façon plus modérée, de 0,5 % par an en 2019 et en 2020* » (Édouard Philippe, *Le Journal du dimanche*, 25 août), il estime que les retraités feraient mieux de travailler. Le ministre de l'Économie Bruno Le Maire a à cette occasion sombré dans le ridicule en affirmant que les retraités « *ne seront pas perdants, leur pension de retraite continuera à être revalorisée* » (*Le Monde*, 27

août), alors que l'inflation est estimée à 2 %. Cela correspondrait à trois milliards d'économie.

Le Premier ministre n'en fut pas moins ridicule en affirmant que « *le nombre de journées indemnisées est passé de 11 à 12 par an et par salarié du privé. C'est comme si notre pays avait instauré un jour de congé supplémentaire !* » (Édouard Philippe, *Le Journal du dimanche*, 25 août). Non seulement il est insultant d'affirmer que des personnes malades soient en vacances, mais cette augmentation tient essentiellement au recul de l'âge de départ à la retraite.

Macron et Philippe aux petits soins pour l'appareil de répression

La limitation du déficit n'est, comme à l'habitude, qu'un prétexte pour réduire les dépenses qui ne sont pas au service des capitalistes (sans cadeaux au patronat ni fraude fiscale le budget serait équilibré), c'est-à-dire celles qui profitent aux travailleurs.

Il s'agirait de limiter à 0,6 % la croissance des dépenses publiques. Cela passe par une réduction du nombre d'emplois aidés de 200 000 à 100 000 (un milliard d'euros). Si ces emplois étaient largement précaires, ils jouaient un rôle social important à la fois en permettant à des personnes inadaptées à la jungle du secteur privé d'être employées et à des populations en grande difficulté de s'adresser à des associations. Le gouvernement compte supprimer 120 000 postes de fonctionnaires d'ici 2022 (50 000 pour l'État, 70 000 pour les collectivités locales). Il en a supprimé 1 600 en 2018, veut en supprimer 4 164 en 2019 puis augmenter le rythme. Pas des postes de flics, de soldats ou de matons puisque 450 emplois supplémentaires seront créés au ministère de la Défense (budget en hausse de 5 %) et 2 500 au ministère de l'Intérieur (budget en hausse de 1,6 %). En revanche, les crédits sont réduits de 19 % au ministère du Travail, de 7 % au ministère du Logement et 2 600 postes d'enseignants seront supprimés au collège et au lycée dans l'enseignement public, 400 postes d'administratifs, plus 600 postes dans l'enseignement privé (ce qui fait moins en proportion).

Retrait des projets de budget 2019 !

Toutes les confédérations de salariés (CGT, CFDT, FO, Solidaire, FSU, UNSA) ainsi que tous les partis politiques issus de la classe ouvrière (PS, PCF, LFI...) dénoncent à juste titre les projets de budget de l'État et de la Sécu. Mais des communiqués syndicaux et les harangues de quelques députés n'empêcheront pas à l'Assemblée à majorité LREM-MoDem de les voter.

Front unique ouvrier pour une manifestation nationale à l'Assemblée pour empêcher l'adoption du budget !

30 septembre 2018

L'école Jacques Decour de Nanterre garde sa classe !

Jeudi 6 septembre, trois jours après la rentrée des élèves, enseignants et parents de l'école élémentaire Jacques Decour A, à Nanterre, apprennent par les délégués syndicaux Snuipp-FSU que la Direction académique départementale (DASEN) vient de décider brutalement la fermeture d'une classe au titre d'effectifs trop bas.

Dans ce groupe scolaire classé en REP+ (Réseau d'éducation prioritaire renforcée), l'ensemble des enseignants du groupe scolaire Jacques Decour décide de déposer une intention collective de grève pour le lundi 10 septembre. Une demande d'audience est aussi adressée à la DASEN.

Dès vendredi 7, une pétition pour le maintien de la classe est rédigée. 500 signatures seront récoltées. Malgré une venue de l'inspectrice tentant de faire accepter la sentence, les enseignants et les parents refusent cette décision. La grève des enseignants débute donc lundi. Une réunion d'organisation commune avec les parents d'élèves est mise en place. À l'ordre du jour, comment faire annuler la décision qui conduit à :

- éjecter une enseignante de l'école,
- refaire les compositions de classes,
- instaurer des doubles niveaux,
- payer de nouvelles fournitures ou manuels.

En plus de la pétition, les parents décident d'occuper l'école le lendemain et les grévistes informent les médias. Ils organisent ainsi le rassemblement le soir même devant la Préfecture, responsable de la fermeture, où une délégation d'enseignants doit être reçue.

La question du soutien au mouvement est primordiale : le lundi est consacré à la visite des autres écoles et du collège pour collecter des signatures et au collage d'affiches dans le quartier. Les enseignants adoptent aussi

un appel à tous les syndicats enseignants du département pour demander de faire signer et diffuser la pétition. Le soir même, devant la préfecture, plus de 100 personnes exigent la réouverture de la classe. La délégation enseignante accompagnée d'un délégué syndical Snuipp-FSU remet les signatures de la pétition et argumente pour le maintien de toutes les classes.

Le lendemain, jour du blocage de l'école par les parents, c'est au tour de ces derniers d'être reçus par la DASEN. Une seconde fois, enseignants grévistes et parents d'élèves mobilisés se rendent devant le siège des responsables de l'attaque. La délégation ressort avec la seule assurance d'une réponse donnée d'ici au lendemain.

Rien n'est gagné, il faut maintenir la grève. Elle est décidée par une large majorité des enseignants qui constitue une caisse de grève et demande le soutien financier des syndicats enseignants. De plus, anticipant un refus éventuel, un courrier est préparé pour une audience auprès du recteur d'académie et les grévistes demandent le soutien des enseignants du quartier. En fin d'après-midi, l'immense majorité de ces derniers déclare son intention de faire grève jeudi 13.

À 19h, le 11 septembre, la Direction académique cède.

Cette grève est une preuve que la mobilisation et la spontanéité d'enseignants et de parents peuvent créer l'unité pour faire face à l'aggravation des conditions de travail et, dans ce cas, des conditions d'enseignement. Tout cela serait facilité si les organisations syndicales assumaient leur rôle et organisaient la lutte en unifiant toutes les écoles concernées, en refusant systématiquement toute fermeture de classe et suppression de postes d'enseignants.

Cette occasion se présentera très prochainement car le gouvernement prépare des suppressions de postes dans son budget 2019 et compte s'attaquer au statut des enseignants : recours accru aux CDD, salaire au mérite, flexibilité renforcée.

La principale leçon de la grève victorieuse du groupe scolaire Decour : il est primordial d'associer les parents à la lutte, d'unifier les rangs des enseignants. Pour gagner partout, il faut que les syndicats rompent avec le gouvernement et ses attaques, que la lutte soit organisée démocratiquement par des AG dans chaque ville qui élisent leurs délégués ; qu'elle s'unifie par département et nationalement autour de mots d'ordre assurant le droit aux études avec moins de 20 élèves par classe en REP et maternelle et moins de 25 dans les autres cas.

26 septembre 2018, correspondants



En défense des migrants

Reims

La politique migratoire du gouvernement Macron ne cesse de renforcer la répression, à la fois contre les migrants qu'il juge irréguliers et contre les personnes venant à leur secours, souvent dans des situations de détresse – Cédric Herrou a ainsi été condamné en appel à de la prison avec sursis. L'État français, ainsi que les autres impérialismes avec lesquels il n'hésite pas à s'allier pour opprimer les travailleurs, est de la sorte complice de la mort de milliers de personnes noyées en mer, des tortures dans les pays où elles sont envoyées, de la détresse de leur quotidien.

Il n'en reste pas moins que la solidarité s'exprime. Dans nombre de villes se constituent des collectifs d'aide aux migrants, ou plutôt aux exilés tant le terme est plus juste et moins stigmatisant. Ces collectifs, duquel sont souvent absentes les organisations du mouvement ouvrier, visent, parfois à travers des liens de fraternité, à accompagner ces personnes dans leurs parcours d'obstacles vers l'obtention d'un statut légal. C'est ainsi que le combat du Collectif Reims exil solidarité [voir *Révolution communiste* n°25] a récemment été confronté à la mairie de Reims (LR) menaçant par voie de justice l'expulsion d'un camp de fortune d'une quarantaine de personnes. La justice leur a par ailleurs refusé un logement sous le prétexte pervers qu'elles n'étaient pas en danger en raison du soutien du collectif. Les décisions sont largement soumises à l'arbitraire au sens où une situation similaire (avec plus de 600 personnes cependant) a conduit le tribunal administratif à Nantes à obliger au relogement.

La responsabilité de tous les partis et syndicats ouvriers est de s'unir et d'engager le combat national pour le retrait du projet de loi et l'abrogation des circulaires anti-migrants, afin d'unifier les rangs des exploités, quelle que soit leur origine et leur nationalité, contre les projets du gouvernement Macron-Philippe-Collomb au service des capitalistes. C'est ainsi que le collectif de soutien, à l'occasion de ce risque d'expulsion, a conduit un certain nombre d'organisations politiques (PCF, LFI, Ensemble, NPA), syndicales (Solidaires, CGT, FSU) et associatives (ATTAC, LDH...) à signer un communiqué condamnant le « mépris » de cette pratique, « dénonçant l'État, principal responsable de la situation aussi inhumaine qu'illégale » et « exigeant un traitement digne et des propositions durables ».

Face au risque d'expulsion, les migrants se sont déplacés sur un autre terrain municipal. Il n'a pas fallu longtemps à la mairie pour recouvrir le parc où étaient précédemment installées les tentes d'un paillage à l'odeur insupportable, et surtout empêchant toute nouvelle installation.

22 septembre 2018, correspondant

Limoges

Le collectif Chabatz d'entrar est une organisation de soutien et d'accompagnement des migrants de la ville de Limoges. Il est composé de 25 organisations qui sont des associations (LDH, MRAP, CIMADE, Emmaüs, Libre pensée...), des syndicats (CGT, FSU, CNT, Solidaires, UNEF, SG des lycéens...), des partis et organisations politiques (PCF, NPA, LO, PdG, Ensemble...). Il a été créé fin 2016. Des militants du GMI l'ont intégré début 2018. Ils participent aux réunions et mobilisations à la mesure de leurs moyens et de leur disponibilité.

En mai dernier, le collectif investit l'ancien centre régional de documentation pédagogique (CRDP) de Limoges pour reloger une douzaine de personnes dans l'urgence. L'ouverture du squat répond à l'urgence face à l'absence de solution concrète proposée par l'Etat et les différentes administrations « compétentes ». Rapidement, les lieux sont occupés par une soixantaine de personnes dont plus d'un tiers d'enfants. Le collectif a estimé que c'est à un hébergement de 200 personnes auquel les pouvoirs publics devraient répondre de manière pérenne dans la situation actuelle après l'hébergement hivernal. Chabatz d'entrar en a explicité la demande.

Au mois d'août, le conseil régional de la Nouvelle Aquitaine a demandé l'expulsion en urgence des occupants des locaux de l'ancien CRDP dont il est propriétaire, arguant que des travaux sont envisagés pour en faire un centre de formations sanitaires et sociales. Pourtant, courant 2018, ce même conseil régional estimait devoir être « terre d'accueil ». Le collectif a contesté cette décision. Mercredi 29 août, le jour du procès, 250 personnes se sont rassemblées au tribunal administratif. Le lendemain, la décision du juge a été rendue : le caractère d'urgence n'a pas été retenu car aucune décision concernant un appel d'offre n'existait alors.

La loi Macron-Collomb et toutes les lois antérieures contre les migrants doivent être abrogées.

Les militants communistes internationalistes sont intervenus dans Chabatz d'Entrar pour demander une implication effective des partis et des syndicats de la classe ouvrière, pour qu'ils pèsent de tout leur poids (par leur appel aux manifestations du collectif dont ils sont parties prenantes, par leur participation militante réelle et conséquente dans les réunions et les manifestations avec leurs propres banderoles...).

29 septembre 2018, correspondant

Canada : grève des grutiers au Québec

Après l'attaque par le gouvernement de Philippe Couillard (Parti libéral) de la grève des ouvriers du bâtiment du Québec en mai 2017 et la capitulation consécutive des directions syndicales, les grutiers québécois ont déclenché une grève le 18 juin dernier.

Elle a été déclarée « illégale », selon les standards de l'État bourgeois, car elle ne fut pas déclenchée après l'échéance de leur convention collective. Les travailleurs et les travailleuses du Québec, tout comme du reste du Canada, sont censés attendre l'autorisation de la classe dominante pour exercer un droit aussi élémentaire que celui de faire la grève pour défendre leurs intérêts face à des patrons de plus en plus voraces.

La sécurité était au cœur des revendications des grutiers, car la Commission de la construction du Québec (CCQ), qui contrôle le secteur de la construction dans la province, a décidé de mettre en vigueur une nouvelle réglementation le 14 mai qui n'oblige plus à détenir un diplôme d'études professionnelles (DEP) pour opérer une grue. Le métier de grutier comporte des dangers, parfois mortels, et le fait d'alléger la qualification est une décision complètement irresponsable qui démontre le mépris total des capitalistes pour la santé et la sécurité au travail.

Le gouvernement provincial, les médias bourgeois et les patrons de la construction s'en sont donné à cœur joie pour dénigrer la vaillante lutte des grutiers. Le fait de débrayer « illégalement » au Québec est très risqué avec des possibilités d'amendes salées et de peines d'emprisonnement, comme c'est arrivé aux principaux dirigeants syndicaux lors de la grève générale de la fonction publique du Québec en 1972. La présidente de la CCQ, qui a été ministre du Travail sous le gouvernement du Parti Québécois de 1999 à 2001, a accusé les grutiers d'égoïsme.

Ils empêchent des gens de travailler. Ils empêchent que les chantiers se poursuivent comme prévu et allongent les inconvénients que les automobilistes peuvent vivre. Ils vont provoquer des coûts supplémentaires avec les impôts des Québécois. Il faut le faire. Ils sont au-dessus des lois eux autres. (Diane Lemieux, Québec Matin, 20 juin)

Une déclaration complètement démagogique et méprisante qui ne fait que montrer l'inquiétude de toute la représentation politique de la bourgeoisie face au défi que représentait la grève des grutiers.

Le Tribunal administratif du travail avait ordonné le 21 juin aux grutiers de reprendre le travail sous peine de

sanctions. Alors, les chefs des deux centrales qui regroupent les syndicats de grutiers, la FTQ-Construction et le Conseil provincial du Québec des métiers de la construction, se sont empressés de sommer les grévistes de retourner au travail, ce qui a été obtenu le 25 juin. Les bureaucrates ont assuré les grutiers qu'ils soutenaient leurs revendications, mais qu'il faudrait utiliser « d'autres moyens » pour les défendre ! Une preuve supplémentaire du rôle traître des appareils syndicaux actuels qui cherchent par tous les moyens à défendre le système capitaliste malgré quelques déclarations creuses et symboliques pour duper les travailleurs et les travailleuses de base.

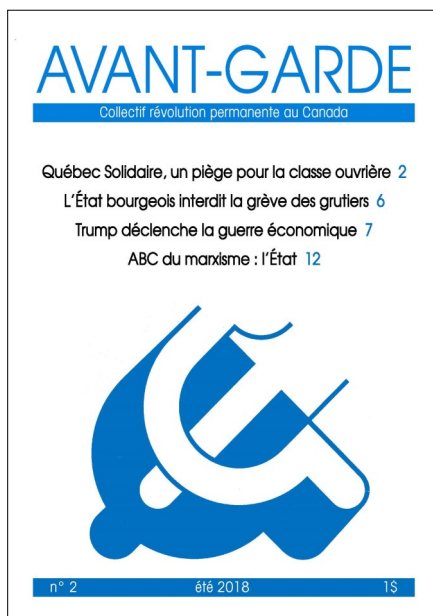
Depuis la fin de la grève, la CCQ cherche par tous les moyens à noircir la lutte des grutiers en alléguant de menaces et d'une intimidation qui auraient été perpétrées par des militants syndicaux pour forcer la grève. Le 4 juillet, il y avait déjà 650 enquêtes menées par la CCQ. Le gouvernement fait toujours peser des menaces d'amendes sur le syndicat, pouvant aller jusqu'à 80 000 \$ par jour de grève « illégale ».

Le mouvement des grutiers québécois est un exemple à suivre pour l'ensemble de la classe ouvrière canadienne. La cause qu'ils défendent, au sujet de la santé et de la sécurité au travail, concerne tous les travailleurs et les travailleuses et n'a rien à voir avec un quelconque corporatisme, contrairement aux accusations scandaleuses de Lemieux. La classe ouvrière au Québec

et dans le reste du Canada doit se libérer du carcan des lois et réglementations bourgeoises qui entravent par tous les moyens possibles le droit de grève.

Le Collectif révolution permanente au Canada revendique l'abolition de toutes ces dispositions anti-ouvrières, comme premier pas vers l'intensification de la lutte de classes. Nous préconisons aussi la lutte contre les bureaucrates corrompus au sein des organisations syndicales et l'unification syndicale dans une confédération pancanadienne, démocratique et de lutte de classe. Pour cela, il faut créer un parti ouvrier révolutionnaire et internationaliste, seul véhicule permettant la victoire des luttes ouvrières et de la révolution socialiste pour en finir avec ce système basé sur la recherche du profit maximum et l'exploitation de la majorité par une infime minorité d'exploiteurs.

30 juillet 2018, correspondant



Palestine : la loi fondamentale consacre l'État colonialiste et raciste israélien

L'impérialisme américain met fin à la fiction des deux États

L'État américain, gouvernements démocrates et républicains confondus, a soutenu depuis 1948 l'État colonial israélien et les divers gouvernements sionistes, comme ils ont toujours misé sur la monarchie absolue, cléricale et antisémite d'Arabie saoudite et des autres pétromonarchies du Golfe (les Émirats en particulier qui sont fortement impliqués avec l'armée saoudienne dans le massacre des civils au Yémen). Or, les États-Unis ont perdu du terrain dans la région depuis le retrait d'Irak et d'Afghanistan, depuis l'écclatement de la Syrie en 2012 entre l'islamisme soutenu par les monarchies du Golfe et la Turquie d'une part, et par le régime sauvé par l'impérialisme russe et la théocratie iranienne d'autre part. Cet affaiblissement relatif a renforcé l'Iran et la Russie en Syrie et dans la région, avec un certain éloignement de la Turquie mais aussi un solo mesuré de l'Arabie saoudite et du Qatar par rapport à la doxa américaine.

L'élection de Trump en novembre 2016 a marqué une nouvelle étape. En effet, le nouveau gouvernement américain a changé de politique pour tenter de reprendre l'initiative dans la région. Ainsi, Trump, encadré par les généraux du Pentagone et par des chefs tortionnaires de la CIA, a nettement infléchi la doctrine traditionnelle de l'impérialisme américain de la dernière période (accords d'Oslo promus par Clinton et Bush fils) qui ont débouché sur la paralysie d'Obama. Il est revenu sur l'accord négocié sur le nucléaire iranien [voir *Révolution communiste* n° 12], au détriment des peuples d'Iran qui pensaient échapper enfin au blocus ; il a accordé au gouvernement islamiste turc le droit d'intervenir militairement en Syrie et en Irak contre les velléités d'autonomie des nationalistes kurdes, l'autorisant à massacrer avec des mercenaires islamistes syriens les Kurdes du PKK-PYD-KCK ; il encourage le prochain monarque d'Arabie saoudite qui impose un blocus au Qatar et détruit le Yémen ; il appuie le Premier ministre raciste et militariste d'Israël qui étrangle la bande de Gaza, poursuit la colonisation de Jérusalem et de la Cisjordanie, redouble sa politique de terreur contre les Palestiniens.

Le plus spectaculaire est l'annonce par Trump du transfert de Tel Aviv à Jérusalem le 6 décembre 2017 de l'ambassade étasunienne, mettant fin *de facto* à la fiction des deux États induite par les accords impérialistes d'Oslo de 1993 ainsi qu'aux illusions véhiculées tant par l'Autorité palestinienne que par le Hamas, les deux partis bourgeois repaires de bigots et d'affairistes en tout genre. En outre, l'État américain, pour contraindre politiquement les Palestiniens à la capitula-

tion, a gelé la plupart des versements prévus à l'agence de l'ONU pour les réfugiés palestiniens, aggravant la situation dramatique de Gaza, soumise au blocus inhumain d'Israël et de l'Égypte.

La constitution de Netanyahu consacre Israël comme « foyer national du peuple juif »

Dès lors, le gouvernement réactionnaire de Netanyahu, se voyant conforté par son puissant protecteur, a accéléré sa politique colonialiste et raciste.

Depuis cette date, le gouvernement sioniste a multiplié les massacres contre les Palestiniens qui manifestaient pacifiquement dans le cadre de la Marche du retour, tuant et blessant des centaines de personnes à la frontière de la bande de Gaza [voir *Révolution communiste* n° 29].

L'armée israélienne multiplie les immixtions en Syrie et attaque chaque semaine l'armée syrienne et les troupes iraniennes, sans que cela soulève la moindre émotion dans les médias occidentaux.

Le 19 juillet, les députés de la Knesset ont adopté par 62 voix contre 55 un texte définissant Israël comme le « foyer national du peuple juif » et précisant ses attributs. Ce nouveau texte modifie la « Loi fondamentale d'Israël » (qui lui tient lieu de constitution). Le premier ministre, Benjamin Netanyahu, a estimé qu'il s'agissait d'un « moment charnière » dans l'histoire du pays. En revanche, Ayman Odeh, le chef de file des députés de la Liste arabe unie, coalition politique de partis arabes bourgeois et ex-staliniens, a exprimé l'émoi de la minorité arabe, qui représente 20 % de la population. Le texte, a-t-il dit, consacre « la suprématie juive, nous disant que nous serons toujours des citoyens de seconde classe ».

Et de fait, la nouvelle constitution accorde uniquement aux Juifs le droit à l'autodétermination dans l'État d'Israël, « foyer national du peuple juif ». Elle rappelle les symboles nationaux : l'hymne (*Hatikvah*), le drapeau, l'emblème d'État qu'est la menorah à sept branches avec



19 juillet 2018
Conférence de presse de Netanyahu suite au vote de la loi fondamentale



les branches d'olivier, ou encore le calendrier hébraïque. Elle fixe les jours de fêtes d'État, comme celle de l'indépendance ou la journée du souvenir en mémoire des disparus pendant les guerres ou lors de l'Holocauste.

En outre, elle confirme la prétention du sionisme à représenter l'ensemble des populations du globe se réclamant de la religion hébraïque ou se sentant juifs. La nouvelle constitution proclame que l'État d'Israël doit s'assurer de « *la sécurité des membres du peuple juif en danger ou en captivité en raison de leur judaïté ou de leur citoyenneté* ». Contre l'assimilation, Israël doit veiller à « *renforcer les affinités* » entre l'État et la diaspora, préserver l'héritage culturel, historique et religieux du « *peuple juif* ».

La nouvelle Loi fondamentale définit Jérusalem comme « *capitale complète et unie* » d'Israël, concrétisant les décisions politiques des États-Unis en la matière. Enfin, le statut de la langue arabe est dégradé. Elle n'est plus dorénavant langue d'État, au même titre que l'hébreu, mais se voit promettre un vague « *statut spécial* ». Enfin, elle légitime la poursuite de la colonisation : « *le développement des communautés juives* », les colonies de peuplement en Cisjordanie sont déclarées « *valeur nationale* » et l'État « *agira pour encourager et promouvoir leur établissement et leur consolidation* ».

Pour une Palestine unifiée, oeuvre de la révolution socialiste au Proche-Orient

Le député du Likoud qui a porté le texte, Avi Dichter, s'est pour sa part adressé en ces termes aux députés arabes qui protestaient : « *Vous n'étiez pas là avant nous et vous ne serez pas ici après nous* ». « *Vous n'étiez pas là avant nous* » n'a guère de sens à l'échelle de l'histoire. Le Levant, depuis la révolution néolithique, a vu passer de multiples ethnies et beaucoup de bras-sages s'y sont opérés. Parmi les « Juifs » du monde, figu-

raient des descendants d'autres ethnies dont les membres avaient adopté la religion hébraïque ; dans les ancêtres des « Arabes » palestiniens, se trouvaient des Juifs ethniques qui avaient embrassé la religion chrétienne ou musulmane. « *Vous ne serez pas ici après nous* » est pire. Il signifie l'expulsion des Arabes de tout le territoire de la Palestine, une épuration ethnique.

La formule sioniste justifie l'oppression d'un peuple par un autre. Les travailleurs conscients ne peuvent être neutres face à l'oppression nationale, à l'apartheid, à la colonisation, à l'épuration ethnique. La fin de l'oppression nationale des masses arabes palestiniennes, le droit au retour des millions de réfugiés ne pourront être obtenus dans le cadre de cet État colonial, clérical et raciste. L'adoption de la nouvelle loi fondamentale le vérifie.

La solution démocratique passe par le démantèlement de l'État sioniste, belliciste et instrument de l'impérialisme occidental au Proche-Orient. Contre toutes les bourgeoisies (américaine, israélienne, arabe, turque, iranienne...), la mobilisation des travailleurs à Jérusalem, en Cisjordanie, à Gaza, en Israël, en Jordanie... permettra d'instaurer une Palestine démocratique, laïque et multiethnique, dans laquelle pourront vivre ensemble arabophones et locuteurs de l'hébreu moderne, Arabes et Juifs, musulmans, israéliens, chrétiens et athées... Pour que les travailleurs juifs rompent avec la bourgeoisie israélienne, il faut leur garantir qu'ils auront le pouvoir avec les travailleurs arabes sur tout le territoire de la Palestine. Jérusalem, avec ses traditions multiculturelles serait probablement la capitale de la Palestine socialiste

Elle ne sera viable que par l'extension de la révolution socialiste, l'abolition des frontières héritées de la colonisation et l'instauration de la fédération socialiste du Proche-Orient. Seul le prolétariat conscient, sous la forme d'une internationale ouvrière (et des partis ouvriers révolutionnaires dans chaque État) peut mener un tel combat. La classe ouvrière, ralliant les paysans et les étudiants, est la force sociale qui est capable de liquider la colonisation sioniste en Palestine et l'oppression séculaire des Kurdes, d'en finir avec la domination impérialiste et la réaction islamiste, d'émanciper les jeunes et les femmes, de donner la terre aux paysans, la formation à la jeunesse, l'emploi à tous et d'assurer le développement économique.

27 septembre 2018

Abonnement à Révolution communiste

Envoyer 12 euros (ou plus en soutien) à l'ordre de ARTP pour 5 numéros à
ARTP / AGECA service BP / 177 rue de Charonne / 75011 PARIS FRANCE

NOM Prénom

Adresse postale

Adresse électronique@.....

Brésil : la crise de juin 2013 et ses développements jusqu'à juin 2018

Ce qu'on a appelé la « journée de juin 2013 » a commencé avec le mouvement des étudiants, le mouvement Passe Livre pour la gratuité des transports, qui mobilisait chaque année 1 000 à 2 000 jeunes. Cependant, en 2013, une violente répression fut exercée par le gouvernement de l'État de São Paulo de Geraldo Alckmin (PSDB), qui bénéficiait du soutien du gouvernement municipal du maire de São Paulo, Fernando Haddad.

Le mouvement, en particulier sa composante Black Blocs, était vivement attaqué par les médias bourgeois, qui qualifièrent les étudiants d'émeutiers et de vandales. Face à la répression, le mouvement a grossi jusqu'à des milliers de manifestants dans les rues contre l'État et les administrations municipales, puis contre le gouvernement fédéral de la présidente Dilma Rousseff du Partido dos Trabalhadores (Parti des travailleurs, PT).

La bourgeoisie et les grands médias, qui avaient précédemment attaqué le mouvement, changèrent d'orientation et commencèrent à flirter avec lui jusqu'à parvenir à le diriger, mobilisant la classe moyenne, la petite bourgeoisie, surtout contre le PT. Ainsi s'est amorcée la trajectoire réactionnaire du mouvement, après qu'il a été confisqué par la direction bourgeoise et pro-impérialiste ; il a fini par se transformer en mouvement pour la destitution, en coup d'État contre la présidente Dilma du PT.

La bourgeoisie et l'impérialisme ont levé de nouveau les vieilles bannières de l'époque de l'União Democrática Nacional (Union démocratique nationale, UDN) de Carlos Lacerda [dirigeant pro-impérialiste] contre Getúlio et contre João Goulart [nationaliste bourgeois renversé en 1964 par un coup d'État de l'armée], comme si elles étaient nouvelles : lutte contre la corruption, maccarthysme, libéralisme, poursuites judiciaires, etc.

Ainsi, ils ont accusé de surfacturation dans les travaux des stades de la Coupe du monde et des Jeux olympiques au Brésil, respectivement en 2014 et 2016, pour attaquer également les entreprises brésiliennes contractantes. Cela a donné naissance, dans un premier temps, au « Procès des pots de vin » du Tribunal suprême fédéral putschiste et à son prolongement, à savoir l'opération Lava Jato (Lavage express) [le scandale Petrobras], tous deux conçus par la CIA pour attaquer le PT et l'ensemble du mouvement ouvrier et populaire.

À l'origine de la crise politique figurait la crise économique qui touchait le Brésil avec un décalage. En 2008, le pays bénéficiait de la demande mondiale et des prix élevés des matières premières ou peu élaborées (minerai de fer, soja, huile, viande, etc.) alors que la crise dans les pays impérialistes, en particulier aux États-Unis, connaissait son intensité maximale et qu'on avait compris qu'il ne s'agissait pas d'une simple récession.

Le Brésil



Le développement du mouvement putschiste a trouvé le PT complètement désarmé politiquement en raison de sa trajectoire opportuniste, aggravée par l'expulsion de la gauche du parti au début des années 1990 afin de permettre des alliances avec des partis bourgeois comme le PDT (parti démocratique travailliste), le PSB (Parti socialiste brésilien) et même les partis de la dictature militaire comme le PMDB (Parti du mouvement démocratique brésilien), le PSDB (Parti de la social-démocratie brésilienne) et le DEM (Démocrates), pour participer au « présidentialisme de coalition ». Cette évolution fut couronnée par la *Lettre aux Brésiliens* de 2002, conçue pour rassurer les « marchés », c'est-à-dire la bourgeoisie pro-impérialiste, et permettre un accord avec elle, pour qu'elle autorise Lula à accéder à la présidence de la République.

Le PT s'est mis à négliger la formation politique des militants et, avec Lula, a commencé à adopter un discours dépolitisé, défendant clairement une politique de conciliation et de collaboration de classe, pour que « tout le monde gagne », « gouverner pour tous les Brésiliens », etc. Au sein du gouvernement, le PT participa à la gestion de l'État bourgeois, en poursuivant les programmes sociaux limités initiés par Fernando Henrique Cardoso [fondateur du PSDB, président en 1994], en ne faisant que des changements de façade et d'autopromotion, en adoptant de nouveaux principes essentiellement réformistes.

Avec l'adoption de ces programmes sociaux, Lula a répété inlassablement qu'au Brésil, « le pauvre s'est

mis à voyager en avion », « le pauvre s'est mis à fréquenter l'université » et « les riches et les banques n'ont jamais gagné autant d'argent que sous son gouvernement ».

Avec ce discours, Lula est parvenu à faire élire Rousseff deux fois. Cependant, au cours du second mandat de Dilma, avec l'arrivée de la crise économique au Brésil, la bourgeoisie et l'impérialisme, profitant des événements de juin 2013, ont adopté une ligne de coup d'État pour renverser le gouvernement du PT. En effet, avec la baisse du taux de profit, du point de vue de la bourgeoisie, le maintien d'un gouvernement du PT n'était plus supportable, parce que trop coûteux en raison de ses réformes, même si elles étaient assez limitées, et malgré la politique de conciliation et de collaboration de classe du PT, qui avait approuvé la réactionnaire « loi antiterroriste ».

Ainsi, du point de vue de la bourgeoisie et de l'impérialisme, la recolonisation du Brésil, avec la suppression des droits ouvriers et de la sécurité sociale, était nécessaire, afin de les asservir à la « réforme du travail », à la « réforme de la Sécurité sociale », au PEC [Projeto de Emenda Complementar, projet d'amendement à la Constitution d'interdire d'augmenter les dépenses publiques pendant 20 ans], à la précarisation, aux délocalisations, au chômage, conjugués à une répression accrue, à l'augmentation des incarcérations de masse, à l'assassinat de paysans pauvres, à l'extermination des populations pauvres et noires des périphéries des villes et à l'extermination des peuples autochtones.

Ensuite, avec le renforcement du système judiciaire comme fer de lance du Congrès national, la bourgeoisie et l'impérialisme ont réussi à évincer du pouvoir la présidente Rousseff, tandis que la direction du PT n'esquissait

aucune réaction autre que des discours au Parlement, limitant la lutte au terrain parlementaire. Ce qui fut concret, relevant de l'action directe, ce fut la résistance spontanée et empirique des masses, comme le montre la résistance au régime du coup d'État. Ne parlons pas de cette partie de la gauche petite-bourgeoise qui, à la suite du putsch, s'est alignée sur le « Qu'ils s'en aillent tous » comme le Partido Socialista dos Trabalhadores Unificados (Parti socialiste unifié des travailleurs, PSTU) moréniste qui s'est brisé en 3 morceaux.

Le coup a progressé à partir de la procédure de destitution avec l'approbation de la « réforme du travail » et le PEC mais a rapidement dérapé, pour avoir échoué à faire approuver la « réforme de la sécurité sociale », ce qui fait qu'aujourd'hui l'armée occupe certains postes importants dans le gouvernement du coup d'État, y compris plusieurs ministères. Rio de Janeiro subit une intervention militaire depuis les Jeux olympiques de 2016, qui a provoqué une explosion de la violence dans l'État, avec des milliers de morts.

Cependant, bien qu'il n'y ait pas de parti ouvrier révolutionnaire, ni de direction révolutionnaire, les masses continuent à résister de manière spontanée et empirique, l'illustration en est le rejet des putschistes, comme le montrent les sondages d'opinion. Cette résistance se mène malgré les directions bureaucratiques et traîtresses actuelles du mouvement ouvrier et populaire, des centrales syndicales, qui sabotent la préparation et diffèrent la grève générale, craignant qu'elle prenne un caractère insurrectionnel contre le gouvernement du coup d'État.

Par ailleurs, les élections présidentielles d'octobre approchent, et les candidats de la bourgeoisie ne parvien-

Turquie : Kadir Çınar condamné à plus d'un an et demi de prison pour délit d'opinion



Le 29 avril, la police arrêta à Bursa (Turquie) le travailleur de la restauration et militant communiste internationaliste Kadir Çınar, accusé d'avoir partagé sur les réseaux sociaux des positions pour les droits du peuple kurde. Incarcéré depuis, il a été jugé le 14 août. Le tribunal aux ordres du gouvernement islamiste lui a infligé une peine de prison d'un an, 6 mois et 22 jours. Comme il avait déjà subi 3 mois et demi de détention, il a été placé en liberté surveillée.

Merci à toutes les organisations ouvrières qui ont protesté contre son arrestation et sa détention.

Liberté pour tous les prisonniers du mouvement ouvrier et des peuples opprimés !

Respect des libertés démocratiques fondamentales !

Droit pour le peuple kurde de se séparer de l'État turc et de fonder un État avec les autres Kurdes de la région !

20 août 2018, Collectif révolution permanente

nent pas à « décoller », ce qui compromet le processus électoral comme issue à la crise du système capitaliste et du régime putschiste. La bourgeoisie est désespérée, mais elle n'a pas d'autre solution que de s'appuyer sur l'armée. Les élections, si elles ont lieu, pourraient être plus antidémocratiques, frauduleuses et sanglantes que les élections municipales de 2016, où 45 agressions et 26 assassinats avaient eu lieu.

Jusqu'ici, le pouvoir judiciaire a été le fer de lance du coup d'État, empêchant même la candidature la plus populaire, celle de Lula, avec son emprisonnement politique comme résultat de la farce judiciaire Lavage express, mise au point par la CIA.

Le PT a maintenu la candidature de Lula, ce qui est un autre facteur de déstabilisation du régime du coup d'État, mais des secteurs du parti préconisent un soutien au candidat bourgeois, ancien membre du conseil d'administration de la Compañía Siderúrgica Nacional, le colonel Ciro Gomes, un opportuniste qui est déjà passé par tous les partis, y compris le PSDB. Cela augure un éclatement du PT, à brève échéance.

D'un autre côté, on ne peut exclure, en cas de radicalisation du mouvement des masses, provoquée par la crise politique et économique, que le PT retrouve une certaine influence dans les masses, car celles-ci utiliseront les outils qu'elles ont sous la main. Comme on dit au Brésil : não tem tu, vai tu mesmo! (si vous n'avez pas ce que vous voulez, débrouillez-vous avec ce qu'il y a !).

Pour revenir sur le rôle joué par le pouvoir judiciaire à l'heure actuelle, il n'est pas possible qu'il se poursuive longtemps. La crise politique et économique s'aggrave de jour en jour. Le dollar américain monte en flèche, atteignant 4 réaux pour 1 \$, le marché boursier s'effondre (-3 %) et l'inflation s'accélère (+0,4 % en mai). Tôt ou tard, l'actuel régime du coup d'État devra être remplacé par un nouveau gouvernement, probablement une dictature bonapartiste, qui tentera d'arbitrer entre les classes sociales. Ou bien il sera remplacé par une révolution prolétarienne, par un gouvernement révolutionnaire ouvrier et paysan.

Dans cette perspective, la TML défend à São Paulo [l'État où elle est présente] la perspective d'un congrès de la classe ouvrière, avec des délégués de base élus dans tous les États de la Fédération brésilienne, pour discuter d'un programme de luttes : pour la liberté immédiate de tous les prisonniers politiques, tels que Lula, Zé Dirceu, João Vaccari, Delúbio Soares ; pour l'échelle mobile des salaires, avec réajustements et augmentations selon les indices de prix ; pour la réduction de la journée de travail à 35 heures, sans réduction de salaire ; pour l'annulation de la « réforme du travail » ;

Université rouge

80 ans après la fondation de la 4^e Internationale, quelle internationale ouvrière ?



samedi 17 novembre 10 h-17 h

organisée par l'ARTP avec la participation
de militants du Brésil et d'autres pays

Pour y participer :

<https://groupe marxiste.info/contact-2/>

contre la « réforme de la sécurité sociale », contre la suppression des pensions de retraite et le droit à la sécurité sociale ; pour la révocation de l'actuelle loi de fin du monde, la PEC ; pour un Fonds de chômage, auquel les travailleurs salariés contribueraient à hauteur de 0,5 % de leur salaire mensuel ; pour l'expropriation des moyens de production : usines, banques, universités, écoles ; pour la réforme et la révolution agraire, l'expropriation des grandes propriétés ; pour l'expulsion de l'impérialisme ; pour le monopole du commerce extérieur et l'économie planifiée ; vers un gouvernement révolutionnaire ouvrier et paysan.

1^{er} juin 2018, Tendencia Marxista Leninista
traduction par l'IKC et le GMI

Mai 1968 (3) : la grève générale



À la fin des années 1960, une vague révolutionnaire secoue l'ordre européen et mondial administré par la bourgeoisie des États-Unis avec la connivence de la bureaucratie de l'URSS [voir *Révolution communiste* n° 28]. En France, elle apparaît d'abord sous la forme de nombreuses grèves combattives où les jeunes ouvriers débordent fin 1967 et début 1968 le cadre des « journées d'action » et des « grèves tournantes » des directions syndicales, parfois avec le renfort des étudiants [voir *Révolution communiste* n° 28] puis sous la forme d'une révolte massive de la jeunesse scolarisée, souvent rejointe dans les affrontements avec la police par des jeunes employés et ouvriers [voir *Révolution communiste* n° 28 & n° 29]. Les syndicats sont contraints par leur base de venir en défense des étudiants victimes d'une répression brutale, ce qui préserve ces derniers [voir *Révolution communiste* n° 29]. Après la journée de manifestations du 13 mai appelée par la CGT, la CFDT, FO et la FEN, le gouvernement de Gaulle-Pompidou pense en être quitte en annonçant qu'il suspend la répression du mouvement de la jeunesse.

Du 14 au 24 mai, la classe ouvrière déborde les appareils

Le 14 mai, 2 000 ouvriers de l'usine Sud-Aviation (devenue Airbus) de Bouguenais près de Nantes, où intervient l'Organisation communiste internationaliste (OCI), déclenchent une grève illimitée, occupent l'usine et séquestrent leur directeur (il restera prisonnier jusqu'au 29).

Des débrayages prennent la forme de défilés dans les ateliers... Les premières propositions d'occupation naissent de la section FO, d'où vient depuis plusieurs mois une propagande incessante sur les comités de grève, le front unique ouvrier à la base et l'action immédiate. Le leader trotskiste de FO [Yvon Rocton] est suivi par les jeunes que ses idées brûlantes et tranchées attirent... (Philippe Artières & Michelle Zancarini-Fournel, 68, une histoire collective, La Découverte, 2008, pp. 327-328)

Les cheminots de la gare de triage de Badan, dans la région lyonnaise, entrent en grève ainsi que les ouvriers de Claas à Woippy, dans la banlieue de Metz. Au total, on compte 3 100 grévistes.

Le 15 mai, la journée d'action de la CGT et de la CFDT contre les ordonnances du 21 août 1967 contre la sécu (éclatement en 4 branches, réduction du nombre de représentants de salariés dans les organes de cogestion), prévue de longue date, ne rencontre guère d'écho. Le quotidien du PCF, *L'Humanité*, annonce la grève de Sud-Aviation par 9 lignes, celle de Renault par 14 lignes mais consacre plus de 90 lignes à la diversion de la journée d'action. Or, la grève générale s'étend à l'automobile, à

l'usine Renault de Cléon. Ce sont les jeunes qui ont poussé. Beaucoup d'entre eux sont employés comme simples « ouvriers spécialisés » (OS) alors qu'ils ont souvent un CAP qui correspond aux « ouvriers qualifiés » (OQ) mieux payés.

Les délégations syndicales se sont succédé à l'Assemblée nationale. Des arrêts de travail symboliques sont organisés dans toute la France. Une journée d'action comme il y en a tant. À Cléon, on apprend la grève de Sud-Aviation par la radio. Quelques cent cinquante jeunes OS commencent à défiler dans les ateliers... Les grévistes demandent à être reçus par la direction. Refus. Les OS, suivis par les syndicalistes, bloquent les portes avec des barres de fer. Bientôt le directeur est séquestré... (Laurent Joffrin, Mai 68, Seuil, 1988, pp. 172-173)

Le 15 mai, le Mouvement du 22 mars et une poignée d'artistes anarchistes s'emparent avec 3 000 étudiants du théâtre de l'Odéon, situé au Quartier latin, sans et même contre ses travailleurs. Ce sera un lieu de logorrhée impuissante, substitué à la fois à la prise des lieux de réel pouvoir et à des organes soviétiques de travailleurs capables de prendre des décisions et de postuler au pouvoir.

Le 16 mai, d'autres sites de la régie Renault se mettent en grève à leur tour : Flins (11 000 travailleurs dont 20 % d'immigrés), Le Mans, Sandouville, Orléans. De même que Lockheed à Beauvais et Unelec à Orléans. Au soir, on compte 75 000 grévistes.

Le 17 mai, la plus grosse usine du pays, celle de Renault à Billancourt (30 000 salariés), est en grève illimitée pour aucun salaire inférieur à 1 000 F par mois, la réduction de la semaine de travail de 48 h à 40 sans baisse de salaire, la retraite à 60 ans, la sécurité de l'emploi... Sud-Aviation de Saint-Nazaire, la Saviem (devenue Renault Trucks-Volvo) à Caen, Nord-Aviation aux Mureaux, Hispano-Suiza, Babcock, Berliet, Rhodiaceta, Rhône-Poulenc, la Snecma, Farman, Chausson, Alsthom, Râteau cessent le travail. Les PTT (aujourd'hui éclatées entre La Poste et France Telecom) sont touchées avec les bureaux de gare d'Austerlitz et du PLM, Paris Brune ainsi que les CCP (la plus grosse concentration féminine de la région parisienne avec 24 000 employés). Afin de ne pas subir le sort de l'Odéon, les personnels de l'Opéra et de l'Opéra-Comique décident d'occuper eux-mêmes leurs locaux. Le nombre de grévistes s'élève à 2 millions.

Dans les banlieues des grandes villes et particulièrement dans la région parisienne, par dizaines, les petites entreprises, annexes à bas salaires des grandes firmes qui emploient 20 ou 50 travailleurs, se mettent aussi en grève. Partout, les locaux sont occupés et partout flotte le drapeau rouge. (François de Massot, La Grève générale de mai-juin 1968, Sélis, 1969, p. 82)

Le lundi 20 mai, c'est au tour de Sud-Aviation à Toulouse, de Roussel-Uclaf (depuis Hoechst) à Romainville, de la Lainière (disparue depuis) de Roubaix, du CEA de Saclay, de la CSF (aujourd'hui Thales) de Brest, de Tréfinmétaux au Havre, de Michelin à Clermont-Ferrand, de Dunlop à Montluçon, des abattoirs de la Villette à Paris, des Houillères de l'Aveyron, de Dassault, de Peugeot à Sochaux-Montbéliard et de Citroën (Peugeot et Citroën sont devenus PSA) à Javel-Paris et Levallois dont c'est la première grève depuis 1952. Le patron emploie 40 000 ouvriers dont de nombreux immigrés et fait régner la terreur dans ses usines grâce à un syndicat maison, la CFT (aujourd'hui CISL), une milice patronale composée de barbouzes gaullistes et fascistes. Les transports en commun sont paralysés dans tout le pays. Les raffineries de pétrole sont à l'arrêt (Marseille, Lyon, Le Havre, Paris). Même la Banque de France s'y met. 4 millions de travailleurs sont en grève.

Le mardi 21, la grève se développe encore : textile, banques, arsenaux, grands magasins, fonction publique, ORTF (éclatée depuis entre TF1 et France télévision) avec 6,5 millions de grévistes. Les idéologues de la classe dominante commencent à paniquer : « *Les derniers secteurs épargnés par la grève sont gagnés un à un* » (*Le Figaro*, 23 mai 1968). Le 24 mai, 10 millions de salariés ont arrêté le travail, 3 fois plus qu'en 1936.

La vieille taupe de la révolution montre qu'elle a creusé bien plus qu'à Nanterre et au Quartier latin. En effet, la classe ouvrière française déferle, échappe au contrôle de sa direction stalinienne en déclenchant une grève générale qui pose brusquement devant le monde stupéfait la question du pouvoir, met en cause le général de Gaulle (dont l'autorité avait été bâtie durant la 2^e guerre mondiale avec l'aide du PS-SFIO et du PCF) et fait réapparaître la possibilité d'une révolution prolétarienne.

Ce ne sont pas des grèves corporatives, ce ne sont même pas des grèves. C'est la grève. C'est le rassemblement au grand jour des opprimés contre les oppresseurs, c'est le début classique de la révolution. (Léon Trotsky, « La révolution française a commencé », 9 juin 1936, *La France à un tournant*, GB, p. 32)

La grève générale ouvre une crise révolutionnaire

Pour la première fois, les fonctionnaires font grève en même temps que les salariés des entreprises. Le pays est paralysé. La classe ouvrière montre sa force et en prend conscience.



Nantes, Sud-Aviation, la première usine occupée

Pour accomplir une action politique de masse, il faut d'abord que le prolétariat se rassemble en masse; pour cela il faut qu'il sorte des usines et des ateliers, des mines et des hauts fourneaux et qu'il surmonte cette dispersion et cet éparpillement auxquels le condamne le joug capitaliste. Ainsi la grève de masse est la première forme naturelle et spontanée de toute grande action révolutionnaire du prolétariat. (Rosa Luxemburg « Grève de masse, parti et syndicat, » 1906, *Œuvres* t. 1, Maspero, p. 153-154)

Dans la plupart des grandes entreprises, ce sont les jeunes travailleurs qui initient la grève. Ils le font, au départ, malgré les dirigeants de la CGT (généralement membres du PCF). Ils s'inspirent des étudiants et entraînent leurs aînés.

La grève illimitée de masse est spontanée. Aucune confédération n'y a appelé. Les chefs de la CGT, de la CFDT et de FO y sont en fait hostiles. La bureaucratie de FO explique que, si le gouvernement UDR-RI l'avait écoutée, « la catastrophe aurait été évitée ».

Le bureau de la confédération Force ouvrière n'a cessé, depuis des années, d'attirer l'attention du gouvernement sur les dangers résultant de l'accumulation des revendications non satisfaites... (FO, *Communiqué*, 16 mai 1968)

La cessation du travail est décidée sans limitation de durée, souvent avec occupation et parfois même avec séquestration des patrons, ce que condamnent les directions syndicales : « *La CGT n'approuve pas la séquestration des directeurs d'usines* » (Georges Ségué, *Europe* 1, 18 mai).

Les bureaucrates syndicaux, à partir du 14 mai, accompagnent le mouvement, en prennent la tête, tentent d'interdire le contact des grévistes avec les étudiants, instaurent des « comités de grève » qui ne sont que des intersyndicales, enferment les grévistes dans leurs locaux, tentent de détourner l'énorme portée politique de la grève générale vers des négociations sur le seul terrain économique. Par conséquent, le double pouvoir qui s'esquisse en Loire-Atlantique reste exceptionnel.

Le comité de grève composé des principales forces syndicales occupe l'hôtel de ville de Nantes et décide d'organiser par lui-même le ravitaillement... Le comité central de grève se charge d'éditer et de distribuer des bons d'essence et d'alimentation... Le comité intersyndical CGT-CFDT-CGTFO-FEN veille à ce que les petits commerces maintiennent des prix « normaux »... (Ludivine Bantigny, 1968, de grands soirs en petits matins, Seuil, 2018, p. 89)

Les travailleurs manifestent une soif d'apprendre, de comprendre.

Profitant du dimanche, les curieux sont venus en grand nombre voir comment ce qui fut le temple du savoir le plus abstrait [la Sorbonne] est devenu le cadre d'une fête permanente et désordonnée... les badauds écoutent les orateurs débattre de la révolution sexuelle, de l'esthétique révolutionnaire ou de la libération des théâtres... Demain soir, Jean-Paul Sartre, Marguerite Duras, Jean Vilar et d'autres personnalités viendront participer à un débat (AFP, 19 mai 1968)

À cette époque, il n'y a que deux chaînes publiques de télévision. Les journaux télévisés sont soumis à l'approbation du ministre, il s'agit d'une censure qui ne dit pas son nom et qui interdira les images des manifestations et de leur répression par la police. Ne supportant plus cette tutelle, le 20 mai, à une large majorité, les journalistes de l'ORTF votent la grève pour le lendemain, « pour garantir l'objectivité de l'information », ce que beaucoup paieront d'un licenciement après la contre-attaque de la classe dominante et la revanche du parti gaulliste.

Par son intervention intempestive, la classe ouvrière protège la jeunesse scolarisée que l'État pensait pouvoir isoler et réprimer. En retour, elle a un précieux allié, en dépit du PCF et de la direction de la CGT. Les étudiants, où interviennent le Mouvement du 22 mars, la JCR, la FER, le PCMLF, l'UEC, la JSU... ; les lycéens et les élèves des CET (aujourd'hui appelés LP), sous l'impulsion de la

TMR, de la JCR, de la FER, de la JC, etc., tiennent des assemblées générales, souvent avec les enseignants et parfois des jeunes travailleurs, réunissent des commissions dans les établissements scolaires occupés.

Là où les sites de travail ne sont pas cadenassés par les bureaucrates de la CGT, travailleurs et étudiants nouent des liens.

Dès le 14 mai, des étudiants rejoignent en cortège depuis Nantes la première usine occupée, Sud-Aviation à Bouguenais, apportant aux grévistes couvertures et argent : près d'un millier discutent toute la nuit avec les ouvriers sur les piquets de grève. Trois jours plus tard, 3 000 étudiants partent du Quartier latin vers Boulogne-Billancourt... les responsables de la CGT ferment les grilles de l'usine pour les empêcher d'entrer... chacun doit rester chez soi... Le 24 mai, la marche d'environ 300 étudiants de Caen vers les usines en grève, telles Radiotechnique, Moulinex et Citroën, est quant à elle couronnée de succès : la rencontre a bien lieu et s'entretient. (Ludivine Bantigny, 1968, de grands soirs en petits matins, Seuil, 2018, p. 54-55).

Le 16 mai, à Unelec à Orléans, un seul atelier débraye et séquestre le directeur. Les étudiants de l'université se rendent devant l'usine, apportent un soutien matériel aux grévistes et discutent le soir avec les occupants. Les tout premiers jours sont propices à cette fraternisation. (Philippe Artières & Michelle Zancarini-Fournel, 68, une histoire collective, La Découverte, 2008, pp. 227-228)

Dans les bâtiments occupés coiffés du drapeau rouge, les travailleurs prennent soin des marchandises et des équipements. Bien que le mouvement étudiant et ouvrier reste marqué par la prédominance des hommes, sa force d'émancipation pousse les femmes en avant.

La grève générale est aussi majoritairement une grève de femmes : la dynamique gréviste est extrêmement forte dans les usines de l'électronique ou de l'électroménager où les femmes sont très largement majoritaires... Cumulant les discriminations et la déqualification sociale, elles font preuve d'une combativité qui surprendra (et/ou inquiétera) les militants syndicaux. (Jean-Marc B, Mediapart, 18 mai 2018)

Dans le grand amphi de la Sorbonne, le débat sur le thème « Femmes et révolution » animé par le groupuscule féministe FMA fait salle comble.

Les travailleurs immigrés sont intervenus activement dans la grève, même si leurs revendications spécifiques n'apparaissent guère. Ils sont parfois en première ligne contre les agressions fascistes des piquets de grève et des occupations. Après la reprise en main par le pouvoir, nombre d'entre eux seront expulsés.

Nantes, 13 mai 1968, drapeaux rouges et noirs des étudiants



Les bandes fascistes apparaissent tandis que le sommet de l'État bourgeois tangué

La grève générale est perçue par la presse du monde entier comme ouvrant une crise politique. Les gouvernements bourgeois et la bureaucratie de l'URSS s'inquiètent. Pas question qu'une révolution socialiste éclate en France qui pourrait faire sa jonction avec les travailleurs et les étudiants de Tchécoslovaquie et de Pologne, susciter le soulèvement des travailleurs d'URSS contre la caste privilégiée qui usurpe leur pouvoir.

Pour les fascistes, l'heure est venue de prendre leur revanche sur les gaullistes qui les ont supplantés en 1944-1945 et réprimés en 1958-1961, en apparaissant comme le meilleur rempart contre la grève et la révolution sociale.

L'extrême-droite s'était très tôt affichée dans la rue à Paris comme en province, à Dijon, Nantes, Aix et Montpellier. Le point de départ de la cristallisation d'un mouvement anticontestataire aux accents nationalistes est un événement imaginaire – un manifestant aurait uriné sur la flamme sacrée du soldat inconnu le 7 mai. Le 13 mai, une cérémonie se déroule sur les lieux pour « réparer l'outrage ». Les différents mouvements d'extrême-droite y participent aux côtés des associations d'anciens combattants. Le groupe Occident manifeste ensuite jusqu'à l'ambassade de Chine aux cris de « La France aux Français ! », « Fusillez Cohn-Bendit ! » et « Libérez Sallan »! tout en chantant « La Marseillaise ».... Le 19 mai, ils s'en prennent aux grévistes de la gare Saint-Lazare et le surlendemain aux locaux de « L'Humanité ». (Philippe Artières & Michelle Zancarini-Fournel, 68, une histoire collective, La Découverte, 2008, pp. 243-244)

Le pouvoir exécutif hésite. Le président, de retour d'un voyage officiel en Roumanie, est partisan de la manière forte.

Le 15 mai, dès l'atterrissage, de Gaulle a laissé percer sa fureur... à Pompidou : « Nous allons reprendre ça en main »... Le 16 mai : « on évacue la Sorbonne, on reprend l'Odéon et l'ORTF ». C'est Fouchet qui monte bravement en ligne sous l'orage : « Pourra-t-on éviter les coups de feu ? », bredouille-t-il. De Gaulle : « Monsieur le ministre de l'Intérieur, il est des circonstances où il faut savoir donner l'ordre de tirer »... Grimaud vient au secours de Fouchet. Pompidou renchérit. (Laurent Joffrin, Mai 68, Seuil, 1988, pp. 184-185)

Le Premier ministre a tenté de calmer l'agitation étudiante dès le 11 mai. Il est convaincu qu'il faut isoler les « groupuscules ». Le 16 mai, de Gaulle refuse sa démission et lui laisse une chance de rétablir l'ordre pacifiquement.

Françaises, Français, j'ai fait la preuve de ma volonté d'apaisement. Avec l'accord du Président de la République, qui s'adressera à vous dans quelques jours, j'ai rendu l'Université à ses maîtres et à ses étudiants. Je leur ai tendu la main pour la concertation la plus large et la plus constructive. J'ai libéré les manifestants arrêtés. J'ai annoncé une amnistie totale. Mes appels n'ont pas été entendus par tous... Des groupes d'enragés se proposent de généraliser le désordre avec le but avoué de détruire la Nation et les bases mêmes de notre société libre. Françaises, Français, le Gouvernement doit défendre la République. Il la défendra... Je m'adresse à vous avec calme mais avec gravité. Étudiants, ne suivez pas les provocateurs... (Georges Pompidou, Discours, 16 mai 1968)

Pompidou veut négocier la sortie de la crise révolutionnaire en s'appuyant directement sur la direction de la CGT et indirectement sur le PCF qui obéit à la bureaucratie du Kremlin.

En même temps, le gouvernement mobilise les nervis gaullistes, avec un pied dans la police et un autre dans la pègre, contre la grève générale et le mouvement ouvrier.

Les premières réactions gaullistes se situent immédiatement après la nuit des barricades, le 11 mai, autour de Jacques Baumel... en collaboration avec le Service d'action civique (SAC) animé par Charles Pasqua... Dès le 17 mai, un manifeste signé du Comité de défense de la République (CDR) dénonce à Marseille l'agitation entretenue par une minorité... Le lendemain, les locaux du PCF sont plastiqués. (Philippe Artières & Michelle Zancarini-Fournel, 68, une histoire collective, La Découverte, 2008, p. 244)

Les directions syndicales secourent le gouvernement

Pompidou se révèle avoir raison. Les bureaucraties syndicales et les partis ouvriers-bourgeois vont tout faire pour préserver l'État bourgeois, pour empêcher l'apparition d'organes soviétiques qui pourraient constituer une alternative au pouvoir gaulliste et à la V^e République. Tous les sommets syndicaux sont prêts à vendre la grève générale contre quelques concessions en faveur des travailleurs... et des avantages pour leurs propres appareils.

La CGT l'emporte alors nettement sur la CFDT, sans parler de FO ; le PCF qui a aussi une fraction dans la FEN tient la principale confédération (la CGT) d'une main de fer et en expulse ceux et celles qui cherchent la voie de la lutte de classe. La direction de la CGT donne des gages : elle refuse d'appeler à la grève générale, elle sépare les salariés des étudiants, elle empêche quand elle le peut les militants révolutionnaires



Face à la grève générale de juin 1936, l'orientation du Parti ouvrier *internationaliste* (section française de la 4^e Internationale) contraste vivement avec le programme minimum et le trade-unionisme des révisionnistes du « trotskysme » (VO, JCR, OCI...) en mai 1968. Le comble est que le groupe hardyste successeur de VO ait usurpé le titre de son journal et les lambertistes le sigle « POI ».

de parler en assemblée générale, elle s'efforce d'éparpiller le mouvement en une multitude de grèves isolées qui ne poseraient pas la question du pouvoir.

La CGT appelle tous les travailleurs à se réunir sur les lieux de travail, à déterminer avec leurs responsables syndicaux les conditions de leur entrée dans la lutte et les bases revendicatives de leur action. (CGT, Communiqué, 16 mai 1968)

Le CCN de la CGT met en garde les militants et les organisations de la CGT, les travailleurs contre toute tentative d'immixtion extérieure. (CGT, Déclaration, 17 mai 1968)

Il n'est pas question de lancer un ordre de grève générale illimitée. Nous préférons de beaucoup la prise de responsabilité des travailleurs eux-mêmes qui décident des propositions qui leur sont faites par les syndicats. (Georges Séguy, secrétaire général de la CGT, Conférence de presse, 17 mai 1968)

La bureaucratie de la CGT fait libérer les directeurs séquestrés. Elle empêche que les grévistes d'EDF et des PTT coupent l'électricité ou les télécommunications au chef de l'État, au gouvernement et à l'appareil d'État. Elle fait publier les quotidiens bourgeois, y compris les plus hostiles aux grèves. Elle défend ouvertement « l'ordre », alors que l'exploitation n'est que suspendue, que l'État bourgeois et son appareil répressif sont intacts. Elle condamne « la violence » en général sans distinguer celle des exploités et des opprimés de celle des milices patronales, des forces de répression de « la République » et des fascistes.

L'opinion publique, bouleversée par les troubles et la violence, angoissée par l'absence complète d'autorité de l'État, a vu, en la CGT, la grande force tranquille qui est venue rétablir l'ordre au service des travailleurs contre les troubles et la violence. (Georges Séguy, Conférence de presse, 21 mai 1968)

Elle prêche la résignation quand la police défait les pickets de grève. Elle dénonce par avance l'insurrection que personne ne pense possible à cet instant.

La CFDT sait s'associer à la CGT pour ouvrir une porte de sortie au gouvernement de Gaulle-Pompidou.

La CFDT et la CGT sont prêtes à prendre part à de véritables négociations sur les revendications essentielles des travailleurs, garanties pour l'avenir par l'extension des droits syndicaux. (CFDT & CGT, Communiqué commun, 22 mai 1968).

N'ayant pas le premier rôle dans l'opposition à la grève générale puis dans la défense de l'ordre capitaliste, la bureaucratie sociale-chrétienne de la CFDT peut se permettre plus de souplesse. Elle profitera d'ailleurs ce printemps-là et les années suivantes du rejet grandissant des pratiques brutales et autoritaires des stalinien, au grand dam de celle de FO. Tout en flattant les étudiants, elle oriente ceux-ci et les travailleurs vers « l'autogestion » qui recouvre la cogestion université par université, entreprise par entreprise, laissant le pouvoir politique à la bourgeoisie et maintenant l'exploitation capitaliste.

En se déclarant solidaire des manifestations étudiantes, la CFDT en a ressenti les motivations profondes... La lutte des étudiants pour la démocratisation de leurs universités est de même nature que celle des travailleurs pour la démocratie dans les entreprises... À la monarchie industrielle et administrative, il faut substituer des structures démocratiques à base d'autogestion... (CFDT, Déclaration, 16 mai 1968)

FO, qui est née de la guerre froide, joue un rôle négligeable à l'échelle nationale. Sa pire crainte n'est pas le maintien au pouvoir de de Gaulle, mais l'accession au gouvernement du PCF. Sa bureaucratie, qui n'entretient plus guère de liens avec le PS-SFIO, s'appuie sur l'arrière-garde des travailleurs pour éteindre l'incendie, transformer la crise révolutionnaire en simple lutte pour l'aménagement du salariat.

L'action doit être maintenue sur le plan revendicatif. Les militants FO sont invités à ne répondre qu'aux seules directives des organisations Force ouvrière. (FO, Communiqué, 16 mai 1968)

La FEN a maintenu l'unité syndicale des travailleurs de l'enseignement lors de la scission réactionnaire entre la CGT et FO, elle contrôle la MGEN, la MAIF et la CAMIF. Elle est dirigée par le PS-SFIO mais sa bureaucratie reconnaît le droit de tendance en son sein. La FEN est la seule à appeler à la grève générale... après que celle-ci fut imposée dans l'enseignement. Pour le reste, elle est d'accord avec FO et la CGT.

Le but de la FEN durant toute cette période aura été de chercher toutes les ouvertures possibles du côté du gouvernement pour éviter un affrontement dont nous craignons les conséquences dramatiques. (James Marangé, secrétaire général de la FEN en 1968, 11 janvier 1984)

La défense de l'ordre bourgeois par le PCF et le PS-SFIO

Le PCF reste hégémonique dans le mouvement ouvrier, il contrôle la CGT et de multiples associations, il compte 350 000 membres et rassemble 22,5 % des électeurs. Après avoir tenté d'écraser, par la calomnie et la violence, les « *groupuscules* » qui dénoncent son opportunisme, il veut empêcher la grève générale de se transformer en révolution. Cela passe surtout par la CGT qui est de loin la première centrale syndicale en 1968. En tant que parti, il va compléter la besogne des bureaucraties syndicales en déviant, comme le PS-SFIO, la révolte vers le parlement et en préparant une solution bourgeoise en cas de renversement du gouvernement de Gaulle-Pompidou.

Le bureau politique réaffirme sa solidarité totale avec les travailleurs... Il considère qu'il est urgent d'aboutir à un accord sur un programme social avancé entre les partis de gauche... Des réformes profondes doivent tendre à soustraire l'État à l'emprise des monopoles capitalistes. (Waldeck-Rochet, secrétaire général du PCF, *L'Humanité*, 18 mai 1968)

Le PS-SFIO dirige la FEN et conserve des positions dans FO et même dans la CGT. Comme parti politique, il est exsangue, à cause de son rôle dans la guerre d'Algérie (qu'il a payé d'une scission, le PSU) et de sa compromission dans le retour au pouvoir du général de Gaulle en 1958. Il a quasiment disparu dans une coalition avec des partis bourgeois, la FGDS, qui sert de marchepied à Mitterrand, un ancien haut fonctionnaire du régime de Vichy et un ancien ministre de la 4^e République partisan de l'Algérie française. Parmi les rivaux de Mitterrand, figure l'ancien premier ministre de la 4^e République Mendès-France, qui a zigzagué du Parti radical au PS-SFIO et du PS au PSU, avant de quitter après 1968 le PSU pour la FGDS.

Un « front populaire » s'esquisse au parlement. Le PCF (73 députés), la FGDS (121 députés) et le parti bourgeois PDM (41 députés) soumettent ensemble à l'Assemblée nationale une « motion de censure » le 21 mai.

L'opposition réclame unanimement la démission du gouvernement. Les communistes proposent à la Fédération de la Gauche la mise sur pied, en commun, d'un programme social avancé. M. Mendès-France demande que « le pouvoir » se retire. M. Mitterrand exige des élections générales. (*Le Monde*, 21 mai 1968)

Le 22 mai, la motion de censure est rejetée (233 pour, 244 contre). Le gouvernement en place est donc, selon les crétins parlementaires, légitime malgré la grève générale, la révolte de ceux qui produisent toutes les richesses de la société.

Le 24 mai, la tension monte

Le 23 mai, la CGT appelle à une « journée de revendications ». Le lendemain, elle organise à Paris deux cortèges séparés, marchant en sens opposé, de chaque côté de la Seine. L'UNEF appelle à manifester à la gare de Lyon pour protester contre l'interdiction de séjour de Cohn-Bendit, approuvée par le PCF. Plusieurs manifestations paysannes sont prévues aussi le 24 en solidarité avec les étudiants et les ouvriers.

Le 24 mai, de Gaulle tient un solennel discours à la nation. Dans la tradition bonapartiste qui lui a si souvent réussi, il annonce un référendum : « *au cas où votre réponse serait non, il va de soi que je n'assumerais pas plus longtemps ma fonction* ». Les manifestants répondent : « *On s'en fout!* », « *10 ans, ça suffit!* », « *Adieu, de Gaulle!* ». Le Premier ministre Pompidou annonce à la télévision, aussitôt après l'allocution du président, que les négociations vont s'ouvrir le lendemain entre État, patronat et syndicats.

150 000 personnes manifestent gare de Lyon. Des barricades sont érigées autour de la Bastille. La police charge, les victimes sont nombreuses. Les CRS s'acharnent. Des officiers arrêtent les ambulances et en arrachent les blessés pour les fouiller violemment sur la chaussée. Le quartier de la Bastille étant repris, vers 22 h, une partie des manifestants se met en marche vers la Bourse. Le palais Brongniart, qui n'est pas protégé, est pris d'assaut et incendié. Les manifestants se regroupent au Quartier latin et attaquent des commissariats. Les CRS donnent l'assaut, c'est le déchainement de violence de ceux qui ont les armes, les grenades sont lancées à tir tendu. Les six barricades tombent, aussitôt déblayées par le bulldozer qui suit les escadrons. La police s'énervait sur les isolés. Ni le brassard de presse ni celui de la Croix-Rouge ne permettent d'éviter les coups. Des émeutes du même genre se déroulent dans la nuit du 24 au 25 mai à Lyon (où un commissaire malade cardiaque meurt d'infarctus), à Nantes et à Strasbourg, et le lendemain à Bordeaux.

24 mai, Lyon





Le PCI et la JCR tentent de se poser en troisième pôle du « mouvement communiste » en s'appuyant sur la bureaucratie stalinienne de La Havane contre celle de Moscou pour le PCF ou Pékin pour le PCMLF et l'UJCML. En 1967, la JCR diffuse un discours de Castro. Le stand de la JCR à la Sorbonne affiche les portraits de Guevara et Castro.



Le 24 mai, un dirigeant de la CGT démissionne.

À l'heure où des millions de travailleurs, d'étudiants et de Français de toutes conditions participent au plus puissant mouvement populaire que notre pays ait jamais connu, je tiens à proclamer ma conviction qu'il était possible d'aller beaucoup plus loin, d'avancer vers le socialisme et à tout le moins d'abattre le régime gaulliste. En ne répondant pas à l'aspiration profonde des travailleurs et des étudiants qu'elles n'ont pas su ou pas voulu comprendre, les grandes formations syndicales et politiques se réclamant de la classe ouvrière et de la gauche portent une lourde responsabilité historique. (André Barjonet, Le Monde, 25 mai 1968)

Dans la nuit du 24 au 25, le ministre de l'Intérieur désigne les manifestants comme de la « pègre ».

La pègre chaque jour plus nombreuse qui rampe, enragée, depuis les bas-fonds de Paris, qui se cache derrière les étudiants et se bat avec une folie meurtrière. (Christian Fouchet, France inter, 25 mai 1968)

Le PCF reprend immédiatement le terme.

Toute la nuit durant, dans différents districts de Paris, on trouve une racaille des plus douteuses, cette pègre organisée dont la présence contamine ceux qui l'acceptent, et plus encore, ceux qui la sollicitent. (L'Humanité dimanche, 26 mai 1968)

Le gouvernement attribue la mort du policier de Lyon à un camion lancé contre la police par les manifestants. Par contre elle dissimule la mort d'un manifestant blessé à Paris par un éclat de grenade, Philippe Mathérion.

Mérites et limites des « groupuscules »

Les jeunes travailleurs qui ont mené des grèves annongatrices en 1967-1968, qui ont été les moteurs de la grève générale, sont souvent en contact avec telle ou telle des organisations qui se situent à gauche du PS-SFIO et du PCF : PSU, FER et OCI, VO, UJCML, JCR et PCI, PCMLF... Le PCMLF, VO, l'OCI et le PCI, malgré leur

taille réduite (d'où l'appellation méprisante de « groupuscules » employée par la presse et le gouvernement) étaient actifs depuis longtemps dans des entreprises. L'UJCML et dans une moindre mesure VO avaient envoyé avant 1968 des militants étudiants s'y établir. Même la JCR a une partie de ses membres qui sont employés ou ouvriers.

Les médias, le PCF et l'UEC les présentent comme des « gauchistes », mais, en termes marxistes, ils relèvent plus du centrisme (semi-réformisme) que du gauchisme (semi-anarchisme). L'hégémonie du stalinisme et la multiplication des « groupuscules » français sont la rançon de la destruction de la 4^e Internationale. Celle-ci a incarné dans les années 1930 et 1940 la continuité du bolchevisme. Sa fondation en 1938 par Trotsky, qui a combattu la bureaucratie depuis 1923, avait pour but de supplanter le stalinisme et la social-démocratie pour mener à bien la révolution socialiste mondiale. Mais sa propre direction avait cédé au stalinisme en 1949-1951, ce qui a entraîné son explosion en 1952-1953.

Plus le groupe est éloigné de la 4^e Internationale, plus confuse est sa ligne. Plus tard il a rompu avec son programme, meilleure est sa ligne. En 1968, de même qu'il y a des centaines de milliers de travailleurs qui ont participé à la grève générale de 1936 quand ils étaient jeunes et plus encore qui ont connu la poussée révolutionnaire de 1944-1945, il y a dans l'OCI et le PCI des militants qui ont adhéré à la 4^e Internationale dans les années 1920, 1930 et 1940.

Le PSU est quasiment réformiste : dirigé par Rocard, il regroupe des sociaux-démocrates et des chrétiens qui s'étaient opposés à la guerre d'Algérie. Il alimente la CFDT en cadres et en idéologie autogestionnaire. Son organisation de jeunesse JSU est tiraillée entre M2M, UEC, UJCML, JCR... Le PSU a disparu au profit du PS et d'EELV.

Le PCMLF et l'UJCML sont des stalinien de gauche alors que le PCF incarne un stalinisme ouvertement réformiste. Or, la bureaucratie chinoise veut tout, sauf une révolution socialiste en Europe. Le PCMLF, le plus lié à l'État chinois, déserte la CGT et milite à la CFDT. Il soutient les manifestations étudiantes début mai 1968. Il se prononce pour un « gouvernement du peuple » sans le lier aux comités de grève et à leur centralisation. L'UJCML est la plus nombreux des « groupuscules » et est plus dynamique que le PCMLF. Dirigée uniquement par des étudiants de l'élite (ENS), elle abandonne les facultés. Elle se prononce pour une CGT lutte de classe et pour en expulser les bureaucrates. Elle condamne les manifestations étudiantes début mai ; elle enjoint aux étudiants de « servir le peuple ». Elle ne préconise pas la grève générale. Ses militants sont en première ligne des affrontements, mais ne posent pas le problème de l'autodéfense aux comités de grève et aux syndicats. L'UJCML accorde

une grande importance aux travailleurs immigrés. Elle ne se bat pas pour l'élection des comités de grève ni leur centralisation. En guise de perspective politique, elle avance « front populaire » et reprend « unité populaire » au PCF. Son organe en mai, *La Cause du peuple*, n'est pas publié au nom d'une organisation communiste. Pierre Victor, le chef de l'UJCML en mai-juin, sombre dans le mysticisme dès les années 1970. Il ne reste de cette mouvance que le PCOF et Partisans.

VO se réclame du « trotskysme » mais n'a aucune racine dans la 4^e Internationale. Sa ligne est économiste et tributaire de la direction de la CGT. La direction de VO analyse la vie politique en termes de « gauche » et de « droite », comme le PCF. Contrairement au Parti bolchevik et à la 4^e Internationale, elle refuse d'intervenir à l'université et dans les lycées tout en y recrutant la majorité de ses membres. Début mai, elle est réticente envers les manifestations étudiantes. Elle n'appelle jamais à la grève générale. Certes, elle l'applaudit quand elle se réalise, mais elle continue à expliquer paradoxalement que la situation n'est pas révolutionnaire. Même si ses militants se battent dans leur entreprise pour l'élection d'un comité de grève, VO ne combat pas la bureaucratie de la CGT sur cette question. Elle ne pose guère le problème de l'autodéfense. Elle néglige les travailleurs immigrés. Elle n'ouvre jamais de perspective politique. Pour VO, il faut seulement beaucoup de revendications satisfaites pour pouvoir reprendre le travail. VO est devenue LO, mais a aussi engendré une partie du NPA (dont Poutou), CR-L'Étincelle, L'Ouvrier et VdT-M&R.

La TMR, la JCR et la PCI viennent des destructeurs de la 4^e Internationale (Pablo, Mandel, Frank et Maitan). La TMR constitue en 1968 l'aile droite du pablisme, la plus autogestionnaire. Son intervention se réduit aux comités d'action lycéens. La JCR et le PCI constituent l'aile gauche du pablisme, numériquement plus importante. Quoique raconte Krivine aujourd'hui, la JCR s'affiche plus castriste que trotskyste. Comme l'UJCML et VO, elle déserte l'UNEF. Elle s'aligne, quand le mouvement étudiant débute, sur les anarchistes. Elle rejoint le Mouvement du 22 mars dont la ligne petite-bourgeoise est « provocation-répression ». La JCR et le PCI soulèvent le problème de l'autodéfense, se prononcent pour l'élection de comités de grève, mais la JCR ne lutte guère pour leur centralisation. En guise de perspective politique, les deux s'alignent sur « gouvernement populaire » du PCF. Aujourd'hui ce courant est représenté par le NPA, Ensemble, la LTF et la GR mais il a aussi apporté au PS (Weber, Dray, Filoche...), au PCF (Piquet...), à LFI (Coquerel...), au POID (Gluckstein...).

L'OCI et son organisation de jeunesse FER sont issues de la liquidation au milieu des années 1950, par Lambert, de la section française de la 4^e Internationale PCI [voir *Chahier révolution communiste* n° 9]. L'OCI est la seule organisation qui se prononce parfois pour la grève générale,



pour la centralisation des comités de grève et, mais plus rarement encore, pour un gouvernement ouvrier. Cependant, pour ne pas gêner la bureaucratie de FO et de la FEN, elle n'appelle pas le PCF et le PS-SFIO à rompre avec la bourgeoisie et postuler au pouvoir. Pour les mêmes raisons, même si les militants de la FER n'hésitent pas à affronter la police et les fascistes, l'OCI ne pose pas la question de l'autodéfense aux directions syndicales. Sa conception du front unique ne vise pas à la destruction des bureaucraties, contrairement à la perspective de l'Internationale communiste et de la 4^e Internationale. L'OCI est indifférente aux travailleurs immigrés. Elle n'intervient presque pas sous son nom, mais sous couvert des « comités d'alliance ouvrière », des « comités de liaison » ou de la FER ; d'ailleurs, son journal, *Informations ouvrières*, n'est pas publié au nom d'une organisation communiste. De ce courant sont issus le POID, le POI, le GIC, le GCPOR, Révoltes et aussi de nombreux cadres du PS (Cambadélis, Jospin, Assouline...) et de LFI (Mélenchon, Corbière...).

Si une organisation ne développe pas un programme transitoire (échelle mobile des salaires, milice ouvrière, organes soviétiques, gouvernement ouvrier...) durant une grève générale combinée à un soulèvement de la jeunesse, quand le fera-t-elle ?

Ces faiblesses politiques expliquent, en sus de leur taille réduite, pourquoi ces groupes seront incapables de faire face politiquement aux manœuvres de la direction de la CGT, de FO et du PCF (accords de Grenelle, reprise du travail, élections décidées par de Gaulle) ainsi qu'à celles de la direction de la CFDT, de la FEN, du PSU et de la FGDS (la même chose plus le meeting de Charléty) qui vont sauver le capitalisme français et même le gouvernement de Gaulle-Pompidou.

4 août 1968

Le programme des communistes pour la France

Le programme adopté par la 4^e conférence du GMI s'adresse à toutes les travailleuses et travailleurs, ainsi qu'à toutes les organisations ouvrières de ce pays.

Les proclamations d'un parti politique qui sert la bourgeoisie ne doivent pas être prises au pied de la lettre. Elles donnent forcément une indication sur ses réelles intentions mais elles sont conçues surtout pour tromper les masses. Il suffit de songer au nombre de phrases creuses qu'a pu prononcer Macron quand il a fait campagne pour l'élection présidentielle.

À l'inverse, le programme de l'avant-garde du prolétariat peut se révéler incomplet ou erroné sous tel ou tel angle, mais il ne cache pas ses intentions. Contre la bourgeoisie, une classe sociale minoritaire exploitant, dominant et réprimant toutes les autres sans pitié, il avance une série de mots d'ordre démocratiques et transitoires convergeant vers la révolution sociale, la destruction de l'État bourgeois, un gouvernement ouvrier qui exproprie le grand capital, planifie démocratiquement la production et cherche à étendre la révolution en Europe et dans le monde.

Ce programme vise à rassembler ceux qui travaillent pour vivre (salariés du privé, fonctionnaires, cadres, travailleurs indépendants...) contre la minorité des exploiters. Parce que le capitalisme a fait son temps, qu'il entraîne l'humanité vers une terrible agonie, il faut jeter un pont entre la situation actuelle dans ce pays et une société mondiale débarrassée de l'exploitation, des classes et de l'État. Ce programme est une proposition pour jeter à bas le vieux monde, pour contrer ses agents politiques et désarmer son appareil de répression, pour s'emparer du pouvoir.

Les multiples reculs en France, s'ajoutant à la restauration du capitalisme en Russie et en Chine par les bureaucraties étatiques parasitaires qui prétendaient avoir réalisé le socialisme dans un seul pays, ont démoralisé la classe ouvrière, fait reculer sa conscience de classe. Tout ceci facilite l'oeuvre nauséabonde de ceux qui désignent les accords régionaux (en particulier l'Union européenne) ou, pire encore, les travailleurs des autres États ou venus en France, comme responsables des malheurs de la « nation ».

Il est temps de relever le drapeau rouge. Ce programme se situe dans la lignée du programme du Havre du Parti ouvrier (1880), rédigé par Guesde et Lafargue avec l'aide de Marx et d'Engels, et du programme d'action de la Ligue communiste (1934), rédigé par Naville avec l'aide de Trotsky.

Il s'efforce de tenir compte des grands événements mondiaux et des transformations de la société française : croissance prolongée après-guerre puis retour des crises économiques, décolonisation et édification de la CEE-UE, affaiblissement des partis traditionnels et émiettement syndical, crise écologique et apparition de l'écologisme politique, diminution du poids de la paysannerie et désindustrialisation, massification de l'enseignement et généralisation de la contraception, immigration extra-européenne et islamophobie, destruction de la 4^e Internationale, restauration du capitalisme en Russie et en Chine.

Groupe marxiste
internationaliste



Programme

Ce programme s'oppose clairement aux « programmes » des partis sociaux-impérialistes issus de la dégénérescence de l'Internationale ouvrière et de l'Internationale communiste (PS, PCF, LFI, Générations). Il s'oppose aussi à la mise en place de partis « larges » sans programme communiste par les liquidateurs de la 4^e Internationale : « parti de tous les gauchistes » (LO, 1968), « mouvement pour un parti des travailleurs » (PCI, 1984), « nouveau parti anti-capitaliste » (LCR, 2009)...

Nous invitons les travailleuses et les travailleurs en accord avec ce programme à rejoindre le noyau communiste, le Groupe marxiste internationaliste, section française du Collectif révolution permanente.

Nous le soumettons comme contribution à toutes les organisations qui se réclament de la classe ouvrière et du socialisme. La tâche immédiate est de rassembler en une organisation communiste démocratique de taille nationale tous les révolutionnaires actuellement dispersés, afin d'avoir une chance de construire à temps le parti ouvrier révolutionnaire de ce pays. Cela implique d'être en même temps partie prenante de la construction de l'internationale ouvrière révolutionnaire.

17 juillet 2018

pour le consulter groupe.marxiste.info
pour prendre contact groupe.marxiste.inter@gmail.com

Karl Marx (1818-1883)

L'œuvre de Karl Marx, tant pratique que théorique, constitue une clé dans l'émergence du socialisme scientifique et de la lutte pour la révolution prolétarienne. Né voici 200 ans à Trèves d'un père juif converti au protestantisme (le seul moyen d'exercer légalement sa profession d'avocat), Marx étudie le droit à Bonn (sous contrainte familiale) puis la philosophie à Berlin, où il obtient un doctorat en 1841, portant sur la philosophie de la nature chez Démocrite et Epicure. Il avait également une connaissance solide de Platon, Aristote, Spinoza, Hobbes, Locke, Kant, Hegel...

Marx et Engels, sans être encore liés, étaient à l'aile gauche des partisans de Hegel, avec les Jeunes hégéliens, qui pensaient que dans la mesure où « tout ce qui est rationnel est réel », la réalité non conforme à la raison doit se transformer. La pensée la plus radicale des Jeunes hégéliens était une critique de l'oppression religieuse (Strauss, *La Vie de Jésus*, 1835 ; Feuerbach, *L'Essence du christianisme*, 1841 ; Stirner, *L'Unique et sa propriété*, 1844).

Marx la dépasse en affirmant que « la religion est le soupir de la créature opprimée, l'âme d'un monde sans cœur, comme elle est l'esprit des conditions sociales d'où l'esprit est exclu. Elle est l'opium du peuple » (*Contribution à la critique de la philosophie du droit de Hegel*, 1845). Il est insuffisant de critiquer la religion, il faut critiquer et transformer la cause fondamentale de la domination. « Une fois qu'on a découvert que la famille terrestre est le secret de la famille céleste, c'est la première désormais dont il faut faire la critique théorique et qu'il faut révolutionner dans la pratique » (*Thèses sur Feuerbach*, 1845).

Aussi les buts des hommes sont choisis, « ils poursuivent uniquement leur intérêt particulier » (*L'Idéologie allemande*, 1845), mais pas le contexte ni les résultats : les hommes font leur histoire « dans des conditions directement données et héritées du passé » (*18 Brumaire de Louis Napoléon Bonaparte*, 1852). La transformation du monde ne peut pas se contenter de réflexion. S'impose la nécessité de l'action politique, d'où le rapprochement avec le mouvement révolutionnaire français, pour le socialisme et contre l'utopie.

Donc il n'a pas été un philosophe, ce à quoi l'idéologie dominante le réduit souvent : « la philosophie est à l'étude du monde réel ce que la masturbation est à l'amour sexuel » (*L'Idéologie allemande*). Il est toute sa vie d'adulte un théoricien et un militant révolutionnaire.

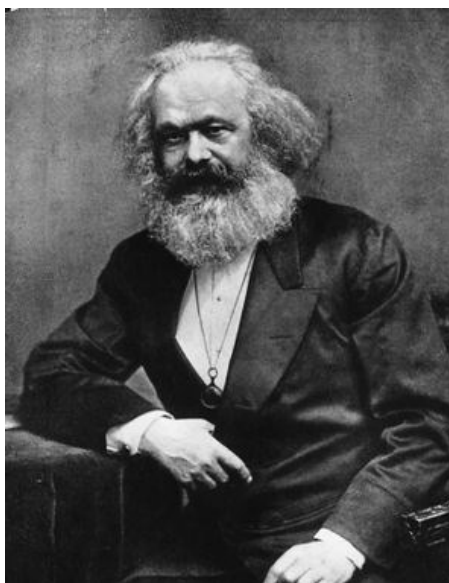
Il est tôt convaincu de la nécessité de la compréhension du monde et de l'action pour le transformer, au sens où il est nécessaire d'associer la critique théorique à la révolution pratique. Il devient éditeur d'un quotidien libéral (au sens de démocratique) en 1842 (*Rheinische Zeitung*), ce qui lui vaut en 1843 son premier exil, à Paris. Ses conditions matérielles furent précaires, et si ses dernières années le furent moins, ce n'est que grâce à la générosité d'Engels, qui fut le premier à comprendre l'importance de la contribution de Marx. Sa vie est celle d'un engagement à la fois intellectuel et politique afin non seulement d'« interpréter le monde mais surtout de le transformer » (*Thèses sur Feuerbach*, 1845).

En 1844, il fréquente les cercles communistes clandestins en France. De son côté, Engels participe au mouvement chartiste en Grande-Bretagne et rejoint son aile révolutionnaire. Leur deuxième rencontre en avril 1845 inaugure un engagement amical et intellectuel d'une vie au service de la classe ouvrière.

La France était alors le pays où les luttes politiques étaient les plus avancées. Marx y parvient à la conclusion que toute lutte de classes est en dernière analyse une lutte pour le pouvoir politique, que la loi et l'État ne créent pas de rapports sociaux, mais au contraire les rapports sociaux émergent du processus économique construisent la loi et l'État selon ses besoins. Il cherche donc à construire une science, qui s'oppose à l'utopie, non pas en tant que rêve mais en tant que modèle de société élaboré en l'absence de moyens pour y parvenir, soit le prolétariat.

Marx acquiert une interprétation très fine des réalités complexes du travail, de l'exploitation sociale, et parvient à la conviction à la fois que le prolétariat a pour vocation d'être le moteur de la transformation sociale et que la question des rapports sociaux de production est centrale.

En juillet-août 1845, Engels et Marx se rendent en Angleterre, où ils rencontrent les dirigeants de la Ligue des justes, une organisation internationale qui rassemble des travailleurs surtout allemands mais aussi scandinaves, hongrois, néerlandais, slaves. Début 1846, Marx et Engels constituent les Comités de correspondance communistes (CCC). Ils espèrent qu'ils seront l'embryon d'un parti ouvrier révolutionnaire international. Marx anime un comité à Bruxelles, Engels à



Paris. C'est à cette époque que Marx prend contact avec Proudhon pour qu'il rejoigne les CCC. Proudhon refuse, et il conteste les conceptions économiques développées par Marx, ce qui lui vaudra une réponse cinglante à sa *Philosophie de la misère* (*Misère de la philosophie*, 1847).

En 1847, la Ligue des justes se rapproche des comités. La fusion a lieu lors du 1^{er} congrès de la Ligue des communistes (LC) avec réorganisation et modification du programme. Les nouveaux statuts s'ouvrent par : « *Le but de la Ligue est le renversement de la bourgeoisie, la domination du prolétariat, la suppression de l'ancienne société bourgeoise fondée sur l'antagonisme des classes, et l'établissement d'une nouvelle société sans classe ni propriété individuelle* ». Lors du 2^e congrès, la Ligue charge Marx et Engels de rédiger le programme de l'organisation. Cela donnera naissance au *Manifeste du Parti communiste*, à la fois tableau historique de la lutte des classes, critique des courants socialistes et communistes existants et programme d'action de la LC.

Marx et Engels, après avoir participé à l'élaboration du programme d'action de la LC pour l'Allemagne (*Revendications du parti communiste en Allemagne*, mars 1848), y retournent en avril 1848 pour participer à la révolution, d'abord comme l'aile gauche de la démocratie bourgeoise et petite-bourgeoise (ce qui les conduit à dissoudre la LC). En avril 1849, après l'expérience de la pleutrerie de toute la bourgeoisie allemande et de l'inconsistance de la petite-bourgeoisie démocratique, ils militent au sein des organisations ouvrières indépendantes.

Ils en tirent les leçons à destination de la Ligue des communistes reconstituée (Engels & Marx, *Adresse du comité central à la LC*, 1850 ; Marx, *Les Luites de classes en France*, 1850) mais la LC éclate à cause du reflux et disparaît. Comprendre et transformer le monde reste le but d'autres contributions politiques importantes (Engels, *Révolution et contre-révolution en Allemagne*, 1851-52 ; Marx, *Le 18 brumaire de Louis Bonaparte*, 1852). Marx précise sa théorie de l'État et l'analyse du fractionnement politique de la bourgeoisie à travers l'étude de la prise de pouvoir en 1851 par un personnage grotesque.

Marx se réfugie en août 1849 à Londres et Engels s'installe en 1850 à Manchester. La Grande-Bretagne domine l'économie mondiale, en raison à la fois de son avance technique et de sa puissance coloniale. C'est ainsi que Marx, qualifié par Lassalle de Ricardo socialiste ou de Hegel économiste, qui a déjà étudié le mode dialectique d'analyse en Allemagne de 1837 à 1843 et les idées socialistes en France de 1843 à 1845, se remet à l'étude des réalités économiques et de l'économie politique classique, de 1849 à sa mort.

L'histoire personnelle de Marx faite de plusieurs exils le conduit à parler plusieurs langues, dont le français, à vivre dans plusieurs pays, notamment ceux qui consti-

tuaient la « *triarchie européenne* » pour reprendre les termes de son ami Moses Hess, chacun étant associé à une forme de savoir : la philosophie allemande, le socialisme français, l'économie politique britannique. Le reflux de la révolution conduit Marx à reprendre l'étude de l'économie politique pour y trouver le fondement des rapports sociaux et politiques, avec la conviction que « *ce n'est pas la conscience des hommes qui détermine leur être ; c'est inversement leur être social qui détermine leur conscience* » (*Contribution à la critique de l'économie politique*, 1859).

La préoccupation centrale de Marx est de comprendre la contradiction entre un développement prodigieux des forces productives, dans un contexte de révolution industrielle, et la persistance de la misère pour la majeure partie de la population. Son ouvrage fondamental et inachevé, *Le Capital*, se présente comme une critique de l'« *économie politique classique, soit toute économie qui... cherche à pénétrer l'ensemble réel et intime des rapports de production dans la société bourgeoise, par opposition à l'économie vulgaire qui se contente des apparences* » (*Le Capital*, I, 1867).

Par « économie vulgaire », il fait référence à l'économie néoclassique qui était alors naissante et est devenue aujourd'hui dominante. Ses contributions théoriques peuvent être synthétisées comme une science de l'histoire (le matérialisme historique) et une science de l'économie capitaliste (la théorie de la valeur, de l'exploitation, de l'internationalisation et de la socialisation de l'économie, des contradictions du capitalisme), au service du communisme, conçu comme « *abolition positive de la propriété privée (elle-même aliénation humaine de soi) et par conséquent appropriation réelle de l'essence humaine par l'homme et pour l'homme ; donc retour total de l'homme pour soi en tant qu'homme social, c'est-à-dire humain, retour conscient et qui s'est opéré en conservant toute la richesse du développement antérieur* » (*Manuscrits*, 1844).

« *Prolétaires de tous les pays, unissez-vous* », mot d'ordre emblématique de l'internationalisme, figure à la fois dans le manifeste de la confidentielle LC et dans l'adresse inaugurale de l'Association internationale des travailleurs (AIT) qui réunit des milliers de travailleurs. Karl Marx n'est pas l'initiateur de l'AIT ; toutefois, il joue dès le départ, en septembre 1864, un rôle décisif dans son élaboration et dans son fonctionnement, tout en refusant toute proposition de titre honorifique. Au prix de quelques concessions aux cadres français et italiens, les documents qu'il rédige sont adoptés par le Conseil général en novembre comme donnant la meilleure interprétation des exigences de la classe ouvrière (*Adresse inaugurale, Statuts provisoires*, 1864).

Comme dirigeant de l'AIT, Marx apporte son soutien à « *la Commune de Paris qui, pendant deux mois, mit pour la première fois aux mains du prolétariat le pou-*

voir politique, et a démontré que la classe ouvrière ne peut pas se contenter de prendre telle quelle la machine d'État et de la faire fonctionner pour son propre compte » (Préface à la réédition du Manifeste du parti communiste, 1872). Il sait désormais par quoi remplacer l'État bourgeois : « Regardez la Commune de Paris. C'était la dictature du prolétariat » (Engels, Préface à La guerre civile en France, 1891).

Le reflux de la classe ouvrière en 1871 et aussi les manœuvres de la société secrète de Bakounine depuis 1868 entraînent la crise puis la disparition de l'AIT. Marx continue sous d'autres formes le combat entamé en 1850 pour organiser la classe ouvrière. Avec Engels, il conseille les communistes de toute l'Europe et des États-Unis. Ainsi, ils aident à la constitution en 1869 du Parti ouvrier social-démocrate allemand (SDAP dirigé par August Bebel et Wilhelm Liebknecht), en 1882 du Parti ouvrier en France (PO animé par Jules Guesde et Paul Lafargue), en 1883 du groupe Émancipation du travail en Russie (comprendant Gueorgui Plekhanov, Pavel Axelrod, Véra Zassoulitch et Lev Deutsch), etc.

Marx contribue en 1879 à la rédaction du programme de fondation du Parti ouvrier : « *L'émancipation de la classe productive est celle de tous les êtres humains sans distinction de sexe ni de race... les producteurs ne sauraient être libres qu'autant qu'ils seront en possession des moyens de production (terres, usines, navires, banques, crédit)...* ».

Marx apporte également une contribution acérée au projet de programme du SAP (renommé plus tard SPD) résultant de la fusion du SDAP et de l'ADAV fondée en 1863 par le socialiste étatiste Lassalle (*Critique du programme de Gotha*, 1875). Il précise que le travail n'est pas la seule source de la richesse, que le droit bourgeois doit disparaître au profit de « *de chacun selon ses capacités, à chacun selon ses besoins* » comme règle d'organisation sociale. Il affirme que la lutte des classes doit dépasser le cadre national, rappelle que l'État bourgeois ne peut pas être mis au service du prolétariat, que l'État ouvrier ne peut se justifier que dans une période de transition révolutionnaire et doit disparaître, avec les classes, dans le mode de production supérieur au capitalisme.

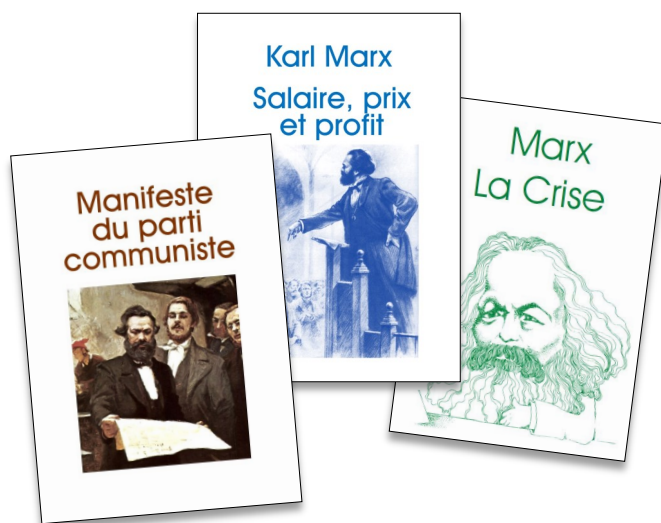
S'il ne découvrit pas la lutte des classes et s'il ne fut pas le premier communiste (d'autres avant lui, dont Babeuf, ont porté ce drapeau), Karl Marx fut le premier à construire une théorie systématique et à lutter pour le communisme en s'inscrivant dans la lutte de classes, aux côtés de la classe ouvrière.

Si Marx n'était pas un prophète, il avait une compréhension fine des rapports sociaux, à l'échelle nationale comme internationale, et il écrivit peu de temps avant sa mort que « *si la révolution russe donne le signal d'une révolution prolétarienne en Occident, et que toutes deux se complètent, la propriété commune actuelle de la Rus-*

sie pourra servir de point de départ à une évolution communiste » (Préface à l'édition russe du Manifeste, 1882).

La pensée de Marx est toujours fertile, comme en témoigne à sa façon la presse bourgeoise qui se sent obligée de déterrer son cadavre à chaque crise économique, tout en rangeant les conclusions politiques qu'il préconise dans l'épouvantail des « extrêmes ». Plus que jamais, l'œuvre de Marx et d'Engels doit servir de guide aux travailleurs conscients pour comprendre les contradictions du capitalisme et combattre pour le communisme.

5 mai 2018



Cahiers révolution communiste

- n° 18 CoReP : plateforme de 2017
 - n° 17 GMI : programme de 2017
 - n° 16 La mobilisation de 2017 contre la loi travail
 - n° 15 Lénine : l'État et la révolution 1917
 - n° 14 Casanova : l'Espagne livrée 1939
 - n° 13 Ligue des communistes : manifeste de 1847
 - n° 12 4^e Internationale : manifeste de 1940
 - n° 11 1995, en défense des retraites
 - n° 10 Marx : salaire, prix et profit 1865
 - n° 9 Bolchevisme contre lambertisme
 - n° 8 L'Ukraine déchirée par les impérialismes
 - n° 7 Lénine & Zinoviev : le socialisme et la guerre 1915
 - n° 6 Marx : la crise (compilation)
 - n° 5 4^e Internationale : programme de 1938
 - n° 4 VdT-M&R et la guerre mondiale
 - n° 3 Chili 1970-1973
 - n° 2 Luxemburg, Lénine, Trotsky : armer le peuple (compilation)
 - n° 1 GMI : plateforme de 2013
- 3 euros par la poste
2 euros auprès des militants

Chine : liberté pour Shen Mengyu !



Depuis la mi-mai, les travailleurs de l'entreprise de matériel de soudure Jasic Technology tentent de constituer un syndicat pour améliorer leurs conditions de travail. L'usine est située dans la ville de Shenzhen, près de Hong-Kong, dans le sud de la Chine, une ville où le mouvement ouvrier est actif.

Selon les salariés, les conditions de travail se sont considérablement dégradées. Les salaires, la sécurité sociale et l'aide au logement ont été réduits. Les normes de productivité ont été augmentées sans négociation préalable. Les travailleurs affirment que l'entreprise les traite « comme des esclaves ».

En République populaire de Chine, vous n'avez le droit de vous organiser syndicalement qu'au sein du syndicat officiel.

Depuis la mi-juillet, la société Jasic a répondu par des licenciements et des violences à l'encontre des militants. La police a également réprimé les travailleurs avec des arrestations musclées. Après les mobilisations et leur répression, le 27 juillet, la police a arrêté 29 travailleurs et étudiants et les a traités avec brutalité au poste de police. Le 29 juillet, des étudiants de toute la Chine, dont ceux de l'Université de Pékin, de l'Université populaire de Chine et de l'Université de Nanjing, ont lancé un appel contre la répression. Cela a provoqué une extension du mouvement.

L'une des dirigeantes de la lutte, Shen Mengyu, a choisi de travailler en usine après avoir été diplômée de l'Université Zhongshan. Dans la nuit du 11 août, des hommes non identifiés l'ont emmenée. Elle est actuellement introuvable. Il s'agit d'une disparition forcée.

Cette mobilisation ouvrière n'est pas isolée, mais fait partie des nombreuses grèves et mobilisations de travailleurs qui se sont déroulées depuis 2000, notamment depuis 2015. On peut citer, par exemple, les grèves de Honda en 2010. Tout cela est lié aux conditions de travail misérables de la classe ouvrière en Chine, qui ont récemment été aggravées par l'action du gouvernement.

Ces mouvements sont parfois soutenus à l'intérieur du pays par certaines organisations maoïstes. C'est la seule opposition tolérée par le régime. Elles trouvent un écho dans une partie de la population en raison de la nostalgie envers l'économie nationalisée et ses proclamations égalitaires.

Mais le maoïsme est une variante du stalinisme, une mystification du marxisme qui, depuis les années 1920, a justifié la collaboration avec la bourgeoisie nationale au nom des révolutions démocratiques et de la lutte anticoloniale, agissant contre la révolution prolétarienne dans le monde entier. Rappelons que Mao a parfois collaboré avec le Guomindang bourgeois et nationaliste contre le prolétariat chinois ; que Mao, après avoir pris le pouvoir —lorsque l'État bourgeois a sombré avec le retrait des forces d'occupation japonaises— a organisé un État bureaucratique et policier semblable à celui de l'URSS stalinienne, où la bourgeoisie a été expropriée et l'économie planifiée, mais où le prolétariat n'avait ni pouvoir ni beaucoup de droits.

La bureaucratie chinoise a été, de fait, pendant des décennies, dans le camp de la bureaucratie russe et de la bourgeoisie mondiale, justifiant de nombreuses décisions contre le prolétariat sous la bannière du « marxisme-léninisme » et de « la pensée de Mao Zedong » : la répression des ouvriers allemands en 1953, des Hongrois en 1956 ; l'injonction faite au PCI de capituler face à la bourgeoisie indonésienne en 1965 ; l'accueil de Nixon en 1972 lors des intenses bombardements du Vietnam, du Laos et du Cambodge, etc.

En outre, la terrible dictature construite sous l'idéologie du maoïsme a décidé, en 1992, de réincorporer la Chine à l'économie capitaliste internationale, en maintenant son prolétariat sans aucune liberté d'organisation, d'expression, de réunion, etc. Le maoïsme est donc associé à la situation actuelle en Chine.

Il est possible que les organisations « maoïstes » tentent de prendre la tête du mouvement ouvrier naissant, de regagner des positions politiques perdues devant la fraction du PCC qui domine le gouvernement chinois actuel ou de le canaliser pour montrer son utilité en tant que parti « réformiste ». Un autre danger peut menacer ce mouvement, qu'un syndicalisme collaborationniste du type des États-Unis, de l'UE ou du Japon soit proposé. Une perspective politique de classe et révolutionnaire est nécessaire pour surmonter ces dangers.

Nous soutenons pleinement l'action des travailleurs chinois et les encourageons à s'organiser indépendamment de l'État et des employeurs, à se défendre contre la police et l'armée, à exproprier le capital et à constituer un pouvoir : le gouvernement ouvrier et paysan basé sur les conseils de travailleurs.

Nous appelons toutes les organisations ouvrières de tous les pays à faire preuve de solidarité de manière matérielle et effective avec la lutte de la classe ouvrière chinoise pour ses revendications sociales, politiques et de travail contre l'État et les patrons.

Liberté pour Shen Mengyu et les autres travailleurs arrêtés ! Vive le mouvement ouvrier chinois !

15 septembre 2018

Internaciema Kolektivista Cirklo/État espagnol
Collectif révolution permanente/Allemagne, Autriche,
Canada, France